



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 40 du 30 novembre 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 décembre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	693
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	693
CABINET DU PREFET	693
Service interministériel de défense et de protection civile	693
Liste des communes où s'appliquent les obligations d'information prévues aux I, II et IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement	693
Extrait de l'arrêté n° 66/2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	695
Extrait de l'arrêté n° 67 /2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	695
Extrait de l'arrêté n° 68/2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	695
Extrait de l'arrêté n° 69 /2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	695
Bureau des affaires politiques	695
Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement	695
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	695
Bureau des réglementations	695
Extrait de l'arrêté du 9 novembre 2007 fixant les dates de soldes d'hiver 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle	695
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 186 à monsieur Abdelaziz BEREHIL d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Maxéville (54320), 7 rue du Madon, sous la dénomination « BS SECURITE »	695
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 187 à monsieur Pierre BRAJEUX d'exploiter une entreprise de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, dont monsieur Fabrice LEONET sera le directeur, à Nancy (54000), 6 rue des Dominicains, sous la dénomination « TORANN-France »	695
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 94 attribuée à monsieur Gilles SCHAFF, directeur de la société NOVACARB, située à Laneuveville-devant-Nancy, 34 rue Gilbert Bize, BP 20015, La Madeleine, pour son service interne de surveillance	696
Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 126 relative à l'exploitation de l'entreprise de gardiennage « ELY SECURITE », située à Bayon (54290), 9 ruelle des Hauts Fossés	696
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 168 relative à l'exploitation de l'entreprise de gardiennage « CYNOPHILE 88 », située à Vandoeuvre-lès-Nancy (54500), 5 impasse de Turin	696
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 188 à monsieur Abderramane HAMOU d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Laxou (54520), bâtiment Savoie 7 Les Provinces, sous la dénomination « AMERICA SECURITE »	696
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	696
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	696
Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2007 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques ainsi qu'à l'I.N.R.A.P. pour réaliser des sondages archéologiques en vue de la construction d'un nouveau gazoduc dans le secteur d'Einville-au-Jard	696
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-004 du 16 novembre 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Lanfroicourt.....	696
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	698
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un magasin de cuisines à l'enseigne IXINA à Fléville-devant-Nancy.....	698
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un magasin canapés, fauteuils et accessoires à l'enseigne POLTRONESOFA à Fléville-devant-Nancy.....	698
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant l'extension de 112 m² de vente d'un magasin d'électroménager, TV, Hi-Fi à l'enseigne GITEM à Moncel-lès-Lunéville.....	698
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Nancy.....	698
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port	698
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	699
Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet situé à Thiaucourt.....	699
Extrait de l'arrêté du 31 octobre 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures d'ouvrir et de classer les offres du marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'extension de la cité administrative de Nancy	699
Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet situé à Domèvre-en-Haye.....	699
Extrait de l'arrêté générique du 14 novembre 2007 portant création de la commission départementale relative à l'emploi et à l'insertion.....	699
Extrait de l'arrêté nominatif du 14 novembre 2007 portant création de la commission départementale relative à l'emploi et à l'insertion	700
Arrêté n° 07.BMSSE.126 du 20 novembre 2007 accordant délégation de signature à monsieur Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse	701
Arrêté de délégation de signature du 21 novembre 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commissions d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et sur le classement des offres dans le cadre du marché mutualisé de nettoyage des locaux de diverses administrations de l'Etat	701
Arrêté de délégation de signature du 21 novembre 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et sur le classement des offres en ce qui concerne l'accord-cadre mutualisé pour l'acquisition ou la location de matériel de reprographie	702
Arrêté n° 07.BMSSE.127 du 26 novembre 2007 accordant délégation de signature à monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.....	702
Arrêté n° 07.BMSSE.128 du 30 novembre 2007 chargeant monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul	703
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	704
Extrait de l'arrêté du 6 novembre 2007 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers	704
Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2007 portant mandatement d'office au profit du service départemental d'incendie et de secours	705
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	705
Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2007 approuvant le transfert de siège de la communauté de communes du pays du Sânon	705
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	705
Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 complétant l'arrêté du 25 octobre 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Laneuveville-derrière-Foug à la communauté de communes du Toullois	705
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	705
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	705
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 74 du 30 octobre 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port.....	705
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	705
Secrétariat des licences.....	705
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/174 du 26 septembre 2007	705
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/175 du 26 septembre 2007	705
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/176 du 26 septembre 2007	705
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/177 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/178 du 26 septembre 2007	706

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/179 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/180 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/181 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/182 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/183 du 26 septembre 2007	706
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/184 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/185 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/186 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/187 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/188 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/189 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/190 du 26 septembre 2007	707
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/191 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/192 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/193 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/194 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/195 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/196 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/197 du 26 septembre 2007	708
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/198 du 26 septembre 2007	709
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/199 du 26 septembre 2007	709
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/200 du 26 septembre 2007	709
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/201 du 26 septembre 2007	709
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/202 du 26 septembre 2007	709
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST	709
Division d'exploitation de Metz	709
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-046 en date du 8 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	709
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-047 en date du 8 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	710
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-048 en date du 13 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	710
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-049 en date du 14 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	710
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-051 en date du 19 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	711
Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-052 en date du 29 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière	711
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	711
Service actions et établissements de santé	711
Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2007 portant agrément n° 167 de l'entreprise de transport sanitaire SARL ASU	711
Extrait de l'arrêté du 2 novembre 2007 portant agrément n° 168 de l'entreprise de transport sanitaire SARL AMBULANCE « TOUL AMBULANCES »	712
Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 modifiant l'agrément n° 90 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « Ambulances MARINELLI », 19 rue de la Taye - 54240 Joeuf	712
Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2007 portant agrément provisoire n° 169 de l'entreprise de transport sanitaire SARL AMBULANCES LACATENA	712
Extrait de l'arrêté n° 0800/07 du 19 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale – Autorisation n° 54-12	712
Service cohésion sociale	712
Extrait de l'arrêté n° 5466 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	712
Extrait de l'arrêté n° 5467 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA	713
Extrait de l'arrêté n° 5468 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA	713
Extrait de l'arrêté n° 5469 du 19 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA	713
Extrait de l'arrêté n° 5470 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA	714
Service solidarité autonomie	714
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5332 du 17 octobre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandœuvre	714
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5333 du 26 octobre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Jardins du Charmois" de Vandœuvre	714
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5396 du 23 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize	715
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5401 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze	715
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5402 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Lunéville	715
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5403 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx	715
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5404 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Joeuf	716
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5405 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	716
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5406 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	716
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5407 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	716
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5408 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué	716
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5409 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy	717
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5410 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	717
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5411 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe	717
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5416 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre de moyen séjour de Faulx	717
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5417 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey	718
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5418 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Pont-à-Mousson	718

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5419 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	718
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5420 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul	718
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5421 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy	718
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5426 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard	718
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5427 du 19 novembre 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe et Moselle	719
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5428 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy	719
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5429 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres	719
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5430 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy	720
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5431 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy	720
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5432 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY	720
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5433 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny	721
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5434 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe	721
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5435 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville	721
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5436 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou	722
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5437 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville	722
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5438 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson	722
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5439 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt	723
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5440 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy	723
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5441 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont	723
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5442 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence d'Automne" de Laxou	724
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5443 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtel-Club de Saint-Max	724
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5444 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy	724
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5445 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour	725
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5446 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy	725
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5447 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon	725
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5448 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville La Malgrange	726
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5449 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Ophéliades" de Nancy	726
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5450 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller	726
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5451 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles	727
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5452 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Essey-lès-Nancy	727
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5453 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 4 cantons de Baccarat	727
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5454 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Jarny	728
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5456 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix	728
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5457 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, 38 rue de Dieuze à Nancy	728
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5458 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt	729
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5459 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman	729
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5460 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul	729
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5461 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy	729
Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5462 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy	729
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5476 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat	730
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5478 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. "Les 3 rivières" de Blainville-sur-l'Eau	730
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5479 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des Etangs de Einville-au-Jard	730
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5480 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Vézelize	731
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5484 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de Pont-à-Mousson	731

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5488 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre	731
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5499 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Poincaré » de Bouxières-aux-Dames.....	732
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5500 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines.....	732
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5501 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Jean François Fidry" de Labry.....	732
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5502 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin.....	733
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5505 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtella à Laxou	733
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5512 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe.....	733
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5525 du 23 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy	733
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5547 du 28 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy.....	734
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	734
Service économie agricole et aménagement foncier.....	734
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rembercourt-sur-Mad - Demande d'autorisation d'exploiter n°2277.....	734
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2373	734
Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2370	734
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crézilles - Demande d'autorisation d'exploiter n°2339	734
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2253	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2272	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2310	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Haut - Demande d'autorisation d'exploiter n°2271	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blemerey - Dommarie-Eulmont - Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2360.....	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2362	735
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2361	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2373	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2365	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2370	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2364	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chenières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2349	736
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jolivet - Bonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2350.....	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bonviller - Jolivet - Demande d'autorisation d'exploiter n°2351.....	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bonviller - Jolivet - Demande d'autorisation d'exploiter n°2352.....	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jolivet - Bonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2353.....	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Demande d'autorisation d'exploiter n°2377	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Tramont-Emy - Vicherey - Pleuvezain - Demande d'autorisation d'exploiter n°2363	737
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Buriville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2322	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Athienville - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2154	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Boucq - Demande d'autorisation d'exploiter n°2302	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Embarménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2341	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reillon - Veho - Demande d'autorisation d'exploiter n°2317	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Limey-Remenauville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2331	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jaillon - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n°2330	738
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2338	739
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Herbéviller - Saint-Martin - Blemerey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1612.....	739
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xermaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2369.....	739
Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2372.....	739
Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Neuville-lès-Badonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2270.....	739
Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Repaix - Neuville-lès-Badonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2324.....	739
Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2368	740
Extrait de l'arrêté n° 2007/340 du 16 novembre 2007 fixant le stabilisateur départemental des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2007 dans le département.....	740
Service environnement - eau	740
Extrait de l'arrêté du 12 novembre 2007 autorisant la réalisation d'aménagements pour la gestion des eaux pluviales du plateau de la ville haute sur les communes de Maxéville et Nancy	740
Arrêté du 21 novembre 2007 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2008	741
Service forêt, environnement et développement rural	742
Extrait de l'arrêté n° 2007/323 du 22 octobre 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Labry.....	742
Extrait de l'arrêté n° 2007/325 du 23 octobre 2007 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Villers-lès-Nancy	742
Extrait de l'arrêté n° 2007/326 du 23 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Champigneulle	742
Extrait de l'arrêté n° 2007/327 du 23 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mars-la-Tour	743
Extrait de l'arrêté n° 2007/328 du 23 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Villers-lès-Nancy	743
Extrait de l'arrêté n° 2007/331 du 30 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Lexy	743

Extrait de l'arrêté n° 2007/332 du 31 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 4 octobre 1996 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Trieux.....	743
Extrait de l'arrêté n° 2007/338 du 12 novembre 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Bouvron.....	743
Extrait de l'arrêté n° 2007/341 du 13 novembre 2007 autorisant le tir du Grand cormoran (<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i>) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2007/2008	743
Décision du 24 octobre 2007 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, désignant un nouvel estimateur et fixant la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier pour la campagne 2007.....	744
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	744
Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle	744
Avenant n° 74 du 10 juillet 2007 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – idCC : 9541	745
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	745
Service aménagement, risques et urbanisme	745
Arrêté du 6 novembre 2007 portant déclaration d'utilité publique - Communauté Urbaine du Grand Nancy - Déviation de Malzéville, section rue Pasteur-viaduc Louis Marin, sur les communes de Malzéville et de Saint-Max.....	745
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	746
Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 6 novembre 2007.....	746
Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 de modification des limites territoriales des communes d'Abbeville-lès-Conflans, Boncourt et Conflans-en-Jarnisy suite à remembrement sur la commune de Boncourt	746
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	746
Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 renouvelant l'agrément de la licence d'agence de mannequin à Madame Danièle POUTEAUX.....	746
SERVICE INTERREGIONAL DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	746
Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 désignant le responsable de l'Agence Nationale des Fréquences du service régional de Nancy membre de jury d'examen au certificat restreint de radiotéléphoniste au service mobile fluvial	746
AUTRES SERVICES	747
COUR NATIONALE DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE	747
Décision A. 99.043 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2000.018 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2000.019 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2001.009 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2001.010 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2002.025 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
Décision A. 2003.036 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007	747
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	747
Décision de délégation de signature du 27 novembre 2007	747
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	748
Décision n° 691/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Michel WILLAUME, directeur adjoint, chargé de la direction des ressources humaines et des services économiques et logistiques	748
Décision n° 692/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière, responsable du service des relations avec les usagers, des maisons de retraite et du standard.....	748
Décision n° 693/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière	748
Décision n° 694/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Antoinette KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées.....	748
Décision n° 695/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques.....	749
Décision n° 696/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, responsable du service qualité et de la gestion des risques	749
Décision n° 697/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier, responsable du pôle médico-technique	749
Décision n° 698/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur François BONNEAUX, pharmacien.....	749
Décision n° 699/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers.....	749
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	750
Décision n° 054/07 du 16 novembre 2007 accordant délégation de signature à Madame Nadine VAUTRIN, directeur adjoint chargé de la direction des usagers, de la qualité et de la communication.....	750
Décision n° 055/07 du 16 novembre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Charles NICLOT, attaché d'administration hospitalière.....	750
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	750
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	750
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	750
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	750
Communiqué concernant un arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 de déclaration d'utilité publique.....	750
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	750
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	750
Service environnement - eau	750
Avis annuel du 15 novembre 2007 fixant les périodes d'ouverture de la pêche en eau douce en 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle	750
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	751
Service aménagement, risques et urbanisme	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 274 du 28 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Varangéville	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2790 du 28 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Xousse	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3264 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Pont-à-Mousson.....	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7745 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Azelot.....	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8209 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villey-le-Sec.....	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11215 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bénaménil et Manonviller	751
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14305 du 9 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Brehain-la-Ville	751
AUTRES SERVICES	751
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE	751
Avis de vacance de postes du 27 novembre 2007 dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2 ^{ème} classe	751

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 20 novembre 2007 relative à la mise à disposition du public des manèges dénommés "BOOSTER"

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 29 octobre 2007 relative au pavoisement des édifices publics à l'occasion de la commémoration du 11 novembre 1918

Circulaire du 5 novembre 2007 relative à la cérémonie du 11 novembre - message de M. MARLEIX, secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants

Circulaire du 29 novembre 2007 relative au pavoisement des édifices publics à l'occasion de la journée nationale d'hommage aux "morts pour la France" pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 16 novembre 2007 relative à l'assouplissement du régime de congé de maternité pour les fonctionnaires, les fonctionnaires stagiaires et les agents non-titulaires de la fonction publique territoriale

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet du préfet

Service interministériel de défense et de protection civile

Liste des communes où s'appliquent les obligations d'information prévues aux I, II et IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement

INSEE	Commune	Plan	RISQUE	Bassin risque	Prescrit	Approuvé
54007	Aingeray	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54022	Arnaville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54025	Art-sur-Meurthe	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54027	Atton	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54028	Auboué	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
		PPR	techno- logique	Titanite	08/10/2007	
54031	Autreville-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	-		24/03/2004
54038	Azerailles	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54039	Baccarat	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54042	Bainville-aux-Miroirs	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54043	Bainville-sur-Madon	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54045	Barbonville	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54054	Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54060	Belleville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54062	Benney	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54065	Bertrichamps	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54072	Bezaumont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54073	Bicqueley	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54076	Blainville-sur-l'eau	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54077	Blâmont	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54079	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54082	Boncourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54090	Bouxières-aux-Dames	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54109	Ceintrey	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54111	Chaligny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54114	Champéy-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54115	Champigneulles	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54118	Charency-Vezin	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54122	Chaudeney-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54123	Chavigny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54125	Chenevières	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54136	Conflans-en-Jarnisy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54137	Cons-la-Grandville	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54144	Crévéchamps	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54145	Crévic	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991

54150	Custines	PSS	inondation	Meurthe / Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe / Moselle	12/07/2006	
54152	Damelevières	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54154	Deneuvre	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54157	Dieulouard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54159	Dombasle-sur-Meurthe	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54167	Dommartin-lès-Toul	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54178	Epiez-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54196	Flavigny-sur-Moselle	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54199	Flin	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54202	Fontenoy-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54206	Frambois	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54215	Frouard	PSS	inondation	Moselle et Meurthe		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle et Meurthe	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/03/2002	
54217	Gélacourt	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54227	Giraumont	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54229	Glonville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54232	Gondreville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54236	Grand-Failly	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54238	Gripport	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54250	Haraucourt	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54252	Haroué	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54253	Hatriz	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54256	Haussonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54260	Hériménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54263	Homécourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54265	Houdemont	PPR	mouvement de terrain	-	12/04/2000	
54273	Jarny	PPR	inondation	Orne		18/09/2006
54274	Jarville-la-Malgrange	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54277	Jeandelize	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54280	Joeuf	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54281	Jolivet	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54286	Labry	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54287	Lachapelle	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54300	Laneuveville-devant Nancy	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54303	Laronxe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54305	Lay-Saint-Christophe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54309	Lemainville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54311	Lenoncourt	R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991

54318	Liverdun	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/09/2003	
54320	Loisy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54321	Longlaville	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54322	Longuyon	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54324	Lorey	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54328	Ludres	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54329	Lunéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54339	Malzéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54344	Mangonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54351	Marbach	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	-		06/06/2007
54352	Maron	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54357	Maxéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54364	Méréville	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54366	Messein	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54369	Millery	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54371	Moineville	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
		PPR	technologique	Titanite	08/10/2007	
54373	Moncel-lès-Lunéville	PPR	inondation	Meurthe		10/09/1956
54378	Montigny-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54383	Mont-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54391	Moutiers	PPR	technologique	Titanite	08/10/2007	
54395	Nancy	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54397	Neuves-Maisons	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54399	Neuviller-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54408	Olley	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54415	Pagny-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54420	Petit-Failly	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54425	Piennes	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54426	Pierre-la-Treiche	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54429	Pierreville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54430	Pompey	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-		18/09/2006
54431	Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54432	Pont-Saint-Vincent	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999

		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54440	Puxe	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54449	Rehainviller	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54459	Richardménil	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54462	Rosières-aux-Salines	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54465	Roville-devant-Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54472	Saint-Clément	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54476	Saint-Jean-lès-Longuyon	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54479	Saint-Mard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54482	Saint-Max	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54483	Saint-Nicolas-de-Port	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54486	Saint-Remimont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54505	Sexey-aux-Forges	PPR	mouvement de terrain	coteaux de la Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	mouvement de terrain	-	03/12/2002	
54509	Sommerviller	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54519	Thierville-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54526	Tomblaine	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54527	Tonnoy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54528	Toul	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54542	Valleroy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
		PPR	technologique	Titanite	08/10/2007	
54546	Vandières	PSS	inondation	Moselle		10/09/56
54549	Varangéville	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère de Nancy		19/03/1991
54550	Vathiménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54559	Velle-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54565	Vigneulles	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54582	Villette	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54583	Villey-le-Sec	PSS	inondation	Moselle		10/09/56
54584	Villey-Saint-Etienne	PSS	inondation	Moselle		10/09/56
54585	Virecourt	PSS	inondation	Moselle		10/09/56
54589	Vittonville	PPR	mouvement de terrain	-	08/03/2002	
54590	Viviers-sur-Chiers	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	
54591	Voinémont	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54593	Waville	PPR	mouvement de terrain	-		06/06/2007
54596	Xeuilley	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54597	Xirocourt	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54598	Xivry-Circourt	PPR	inondation	Chiers	07/01/2002	

Extrait de l'arrêté n° 66/2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Moutiers sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Art. 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Art. 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 4 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Moutiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 novembre 2007

Pour le préfet,
Le directeur adjoint de cabinet,
Marie-Line BOULANGER

Extrait de l'arrêté n° 67 /2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 129 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Valleroy.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Valleroy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 novembre 2007

Pour le préfet,
Le directeur adjoint de cabinet,
Marie-Line BOULANGER

Extrait de l'arrêté n° 68/2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 94 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Moineville.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 novembre 2007

Pour le préfet,
Le directeur adjoint de cabinet,
Marie-Line BOULANGER

Extrait de l'arrêté n° 69 /2007/SIDPC du 12 novembre 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 7 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d'Auboué.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune d'Auboué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 novembre 2007

Pour le préfet,
Le directeur adjoint de cabinet,
Marie-Line BOULANGER

Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille d'argent de 1^{ère} classe pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Laurent WILHELM, qui, le 20 octobre 2007, a été blessé par une arme blanche au cours de l'interpellation d'un individu. L'intervention met sans conteste en exergue le courage et le dévouement du militaire, qui avec un sang froid exemplaire et un esprit de discernement remarquable est parvenu à neutraliser l'individu particulièrement dangereux et déterminé à perpétrer un homicide. Cette action et le courage du gendarme WILHELM fait honneur à la gendarmerie nationale.

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 19 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

**Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations**

Extrait de l'arrêté du 9 novembre 2007 fixant les dates de soldes d'hiver 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'intérêt d'une harmonisation des dates des soldes pour les départements de la région Lorraine;

ARRETE

Art. 1^{er} : Pendant la période d'hiver 2008, les ventes en soldes sont autorisées dans le département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée de six semaines, du mercredi 9 janvier 2008 à 8h00 jusqu'au mardi 19 février 2008 inclus.

Art. 2 : Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne pourront porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à messieurs les sous - préfets d'arrondissement ainsi qu'aux préfets des Vosges, de la Meuse et de la Moselle.

Nancy, le 9 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 186 à monsieur Abdelaziz BEREHIL d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Maxéville (54320), 7 rue du Madon, sous la dénomination « BS SECURITE »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Abdelaziz BEREHIL et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.

Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 187 à monsieur Pierre BRAJEUX d'exploiter une entreprise de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, dont monsieur Fabrice LEONET sera le directeur, à Nancy (54000), 6 rue des Dominicains, sous la dénomination « TORANN-France »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité, la protection et le transport de fonds, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à messieurs Pierre BRAJEUX et Fabrice LEONET et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique et à M. le préfet de la Meuse.

Nancy, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.

Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 94 attribuée à monsieur Gilles SCHAFF, directeur de la société NOVACARB, située à Laneuveville-devant-Nancy, 34 rue Gilbert Bize, BP 20015, La Madeleine, pour son service interne de surveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté n° 94 du 19 septembre 1996 portant autorisation de fonctionnement du service interne de surveillance de la société NOVACARB, située à LANEUVILLE-devant-NANCY, 34 rue Gilbert Bize, BP 20015, La Madeleine, est abrogé ;

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Gilles SCHAFF.

Nancy, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 126 relative à l'exploitation de l'entreprise de gardiennage « ELY SECURITE », située à Bayon (54290), 9 ruelle des Hauts Fossés

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté n° 126 du 17 novembre 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « ELY SECURITE », située à BAYON, 9 rue des hauts fossés, est abrogé ;

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Patrick d'ARGENZIO.

Nancy, le 20 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 168 relative à l'exploitation de l'entreprise de gardiennage « CYNOPHILE 88 », située à Vandoeuvre-lès-Nancy (54500), 5 impasse de Turin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté n° 168 du 29 décembre 2005 portant autorisation d'exploiter l'entreprise susvisée est abrogé ;

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Georges STOEENR.

Nancy, le 26 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant autorisation préfectorale n° 188 à monsieur Abderramane HAMOU d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à Laxou (54520), bâtiment Savoie 7 Les Provinces, sous la dénomination « AMERICA SECURITE »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la protection, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Abderramane HAMOU et une copie sera

adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 29 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois de la publication de l'acte.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2007 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques ainsi qu'à l'I.N.R.A.P. pour réaliser des sondages archéologiques en vue de la construction d'un nouveau gazoduc dans le secteur d'Einvillle-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude du tracé de la construction d'un nouveau gazoduc dans le secteur d'EINVILLE-AU-JARD.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes de EINVILLE-AU-JARD et RAVILLE-SUR-SANON.

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Messieurs les maires des communes de EINVILLE-AU-JARD et RAVILLE-SUR-SANON, monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Art. 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires des communes de EINVILLE-AU-JARD et RAVILLE-SUR-SANON et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur de GRT gaz.

Nancy, le 7 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-004 du 16 novembre 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Lanfroicourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La société Eurogranulats, dont le siège social est situé 30 rue du canal, place du Malambas à 57280 Hauconcourt, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à Lanfroicourt, lieu-dit « petite

souche aux chênes », dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans ses annexes I et II.

Art. 2 : Seuls les déchets suivants, figurant dans le dossier de demande et dans l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006, peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement, .)	Code article R 541-8 du code de l'environnement)	Description	Restrictions
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 02 02	Verre	
	17 03 02	Mélange bitumineux sans goudron	Uniquement après un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron
	17 05 04	Terres et pierres	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement des déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc..., peuvent également être admis dans l'installation.

Seuls peuvent figurer dans cette liste les déchets mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe.

Art. 3 (1) : Aucun déchet contenant de l'amiante ne peut être enfoui dans cette installation.

Art. 4 : L'exploitation est autorisée pour une durée de dix (10) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à : 700 000 tonnes.

Art. 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

Moyenne : 70 000 tonnes/an

Maximale : 200 000 tonnes /an

Art. 6 : L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

Art. 7 : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types ou natures et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

Art. 8 : Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- au directeur de la société Eurogranulats,

- aux maires des communes de Lanfroicourt, Bey-sur-Seille et Bouxières-aux-Chênes

- au président de la communauté de communes de Seille et Mauchère,

- à M. le directeur départemental de l'équipement,

- à M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

- à M. le directeur régional de l'environnement,

- à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

- à Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Lanfroicourt. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 9 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Annexe I

I - Dispositions générales.

1. - Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

II - Règles d'exploitation du site.

2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est

interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;

- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

2.4 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter d'altérer les qualités paysagères du site (peinture, clôtures, merlons, plantations, engazonnement,...), notamment par rapport aux perceptions visuelles depuis les habitations et les axes de circulation.

2.5. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

2.7. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

2.8. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

2.9. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

(Référence : article R 541-74 du code de l'environnement)

III - Conditions d'admission des déchets.

3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article R 541-81 1 du code de l'environnement)

3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontalier de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.

4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

4.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes. (1)

SANS OBJET

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Annexe II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30 000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6

PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un magasin de cuisines à l'enseigne IXINA à Fléville-devant-Nancy

Réunie le 23 novembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de cuisines à l'enseigne IXINA à FLEVILLE-DEVANT-NANCY de 550 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 27 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un magasin canapés, fauteuils et accessoires à l'enseigne POLTRONESOFA à Fléville-devant-Nancy

Réunie le 23 novembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI FLEFRO, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin canapés, fauteuils et accessoires à l'enseigne POLTRONESOFA à FLEVILLE-DEVANT-NANCY de 483 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 27 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant l'extension de 112 m² de vente d'un magasin d'électroménager, TV, HI-FI à l'enseigne GITEM à Moncel-lès-Lunéville

Réunie le 23 novembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL DEMAISON, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 112 m² de vente d'un magasin d'électroménager, TV, HI-FI à l'enseigne GITEM à MONCEL-LES-LUNEVILLE portant la surface totale de vente à 386 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Moncel-lès-Lunéville.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 27 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 23 novembre 2007 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Nancy

Réunie le 23 novembre 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL, en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à NANCY - rue des quatre églises, de 680 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Nancy.

Nancy, le 27 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-canton de Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du mercredi 5 décembre 2007.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 26 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet situé à Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par la communauté de communes des trois vallées correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par la communauté de communes des trois vallées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Thiaucourt, porté par la communauté de communes des trois vallées.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 31 octobre 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures d'ouvrir et de classer les offres du marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'extension de la cité administrative de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle une commission d'appel d'offres constituée comme un jury de concours chargée de donner un avis sur les candidatures, d'ouvrir et de classer les offres dans le cadre de l'appel d'offres restreint lancé en vue d'attribuer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'extension de la cité administrative de Nancy.

Art. 2 : Cette commission est composée comme suit :

Membres avec voix délibérative

- Le préfet ou son représentant, président
- Le chef du bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières ou son représentant
- Un représentant de l'ordonnateur secondaire.

Membres avec voix consultative

a) Représentants de l'administration

- Un représentant de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- Un représentant de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, service comptable assignataire des dépenses du marché.

b) Représentants professionnels disposant des mêmes qualifications que celles exigées des candidats

- Un architecte désigné par l'Ordre des architectes
- Le directeur du Conseil d'Architecture et de l'Urbanisme de Meurthe-et-Moselle

Art. 3 : Cette commission se déroulera le 9 novembre 2007 à 16h30 à la préfecture de Nancy, dans les locaux du secrétariat général (1 rue Claude Erignac, 2^{ème} étage)

Art. 4 : L'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 portant même objet est abrogé.

Art. 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet situé à Domèvre-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par la commune de Domèvre-en-Haye correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par la commune de Domèvre-en-Haye ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Domèvre-en-Haye, porté par la commune de Domèvre-en-Haye et dont l'organisation et la gestion sont déléguées à l'association Familles Rurales de

Domèvre-en-Haye.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté générique du 14 novembre 2007 portant création de la commission départementale relative à l'emploi et à l'insertion

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est institué, par le présent arrêté, une commission « pivot » intitulée « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » disposant d'une compétence de principe dans le champ des politiques publiques relatives à l'emploi et à l'insertion.

Présidée par le Préfet, elle est composée comme suit :

- les représentants des services de l'Etat et établissements publics :
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant
 - Monsieur le DDASS ou son représentant
 - Monsieur le DDAF ou son représentant
 - Monsieur le DDE ou son représentant
 - Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
 - Monsieur le DDANPE ou son représentant
 - Monsieur le Directeur de l'AFPA ou son représentant
- les représentants des collectivités territoriales et de leurs regroupements :
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Régional
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Général
 - Deux membres élus représentant les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale, l'un désigné par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle, le second par l'Association départementale des Maires ruraux de Meurthe-et-Moselle
- les représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - Monsieur le Président du MEDEF ou son représentant
 - Monsieur le Président de la CGPME ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FDSEA ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UPA ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Chambre des Professions Libérales ou son représentant
- les représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFDT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT FO ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFTC ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFE CGC ou son représentant
- les représentants des chambres consulaires :
 - Monsieur le Président de la CCI ou son représentant
 - Madame la Présidente de la CMA ou son représentant
 - Madame la Présidente de la Chambre d'Agriculture ou son représentant
- les personnes qualifiées :
 - Monsieur le Président du COORACE ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UREIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FNARS ou son représentant
 - Monsieur le Président du CORAIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Fédération des Chantiers Ecole ou son représentant

La « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » se réunira en formation plénière une fois par an.

Elle pourra décider de la mise en œuvre de groupes de travail thématiques restreints chargés, à sa demande, d'expertiser toute question nouvelle ou spécifique relevant du domaine de l'emploi et de l'insertion.

Art. 2 : La « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » dispose, dès sa création, de deux formations spécialisées : l'une compétente dans le domaine de l'emploi, et la seconde dans celui de l'Insertion par l'Activité Economique.

La formation spécialisée compétente dans le domaine de l'emploi est composée comme suit :

- les représentants des administrations :
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant
 - Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique sociales agricoles ou son représentant
 - Monsieur le Directeur Régional à l'Industrie, à la Recherche et de l'Environnement ou son représentant
 - Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
 - Monsieur le DDANPE ou son représentant
- les représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFDT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT FO ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFTC ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFE CGC ou son représentant
- les représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - Monsieur le Président du MEDEF ou son représentant
 - Monsieur le Président de la CGPME ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FDSEA ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UPA ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Chambre des Professions Libérales ou son représentant

La formation spécialisée compétente dans le domaine de l'emploi se réunira une fois par mois ; son avis tient lieu d'avis de la commission pivot.

La formation spécialisée relative à l'insertion par l'activité économique, intitulée "Conseil départemental pour l'Insertion par l'Activité Economique" a pour missions :

- D'émettre les avis relatifs aux demandes de conventionnement des employeurs et aux demandes de concours du fonds départemental pour l'insertion ;
- De déterminer la nature des actions à mener en vue de promouvoir les actions d'insertion par l'activité économique. A cette fin, elle élabore un plan d'action pour l'insertion par l'activité économique et veille à sa cohérence avec les autres dispositifs concourant à l'insertion, notamment le programme départemental d'insertion mentionné à l'article L. 263-3 du code de l'action sociale et des familles et, le cas échéant, les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi mentionnés à l'article L. 322-4-16-6 du présent code. » ;

Elle est composée comme suit :

- les représentants des services de l'Etat :
 - Monsieur le Préfet ou son représentant
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant
 - Monsieur le DDASS ou son représentant
 - Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
- les représentants des autres administrations/ établissements publics/ collectivités territoriales ou publiques :
 - Monsieur le DDANPE ou son représentant
 - Monsieur le Directeur de l'AFPA ou son représentant
- les représentants des collectivités territoriales et de leurs regroupements :
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Régional
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Général
 - Deux membres élus représentant les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale, l'un désigné par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle, le second par l'Association départementale des Maires ruraux de Meurthe-et-Moselle
- les organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - 2 sièges répartis après concertation entre les 5 organisations susmentionnées siégeant à la commission pivot plénière qui désigneront deux représentants parmi elles
- les organisations syndicales représentatives de salariés :
 - 2 sièges répartis après concertation entre les 5 organisations susmentionnées siégeant à la commission pivot plénière qui désigneront deux représentants parmi elles
- les représentants des Chambres Consulaires :
 - Monsieur le Président de la CCI ou son représentant
 - Madame la Présidente de la CMA ou son représentant
- les représentants du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique :
 - Monsieur le Président du COORACE ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UREIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FNARS ou son représentant
 - Monsieur le Président du CORAIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Fédération des Chantiers Ecole ou son représentant

Par délégation du Préfet, la présidence et le secrétariat de la formation spécialisée relative à l'insertion par l'activité économique sont assurés par la DDTEFP.

La formation spécialisée relative à l'Insertion par l'Activité Economique se réunira une fois par mois ; son avis tiendra lieu d'avis de la commission pivot.

Art. 3 : La commission « pivot » intitulée « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » est constituée pour une durée de cinq ans.

Les membres, tant titulaires que suppléants, sont nommés pour la même durée.

Le Président et les membres des commissions qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent ne peuvent se faire suppléer que par le membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par l'élu nommément désigné de la même assemblée délibérante.

Les personnalités qualifiées ne peuvent se faire suppléer.

Le membre de la Commission qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par une personne désignée par le service ou l'organisme auquel ils appartiennent.

Art. 4 : Les arrêtés préfectoraux du 19 octobre 1994 modifié par arrêté du 10 mai 1995, du 30 novembre 2004, et celui du 12 février 2003 modifié par l'arrêté du 15 mars 2006 sont abrogés.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Madame la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture.

Nancy, le 14 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté nominatif du 14 novembre 2007 portant création de la commission départementale relative à l'emploi et à l'insertion

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est institué, par le présent arrêté, une commission « pivot » intitulée « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » disposant d'une compétence de principe dans le champ des politiques publiques relatives à l'emploi et à l'insertion.

Présidée par le Préfet, elle est composée comme suit :

- les représentants des services de l'Etat et établissements publics :
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant

- Monsieur le DDASS ou son représentant
- Monsieur le DDAF ou son représentant
- Monsieur le DDE ou son représentant
- Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
- Monsieur le DDANPE ou son représentant
- Monsieur le Directeur de l'AFPA ou son représentant
- les représentants des collectivités territoriales et de leurs regroupements :
 - Un membre titulaire désigné par Monsieur le Président du Conseil Régional : Madame Laurence DEMONET, Vice-présidente du Conseil Régional ;
 - Membre suppléant : Monsieur Patrick HATZIG, Vice-président du Conseil Régional
 - Membre titulaire désigné par Monsieur le Président du Conseil Général : Madame Michèle PILOT, Vice-présidente déléguée au développement social et à l'insertion ; Membre suppléant : Monsieur René MANGIN, Vice-président délégué au développement économique
 - Membre titulaire, désigné par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle : Madame Liliane SARTELET, Maire-adjointe à VANDŒUVRE-LES-NANCY, Membre suppléant : Monsieur Jean-Marc FURNEL, Maire de LONGWY
 - Membre titulaire désigné par l'Association départementale des Maires ruraux de Meurthe-et-Moselle : Monsieur Ennio BAZZARA, Maire de MONCEL-SUR-SEILLE ; suppléant : Monsieur Jean François GUILLAUME, Maire de VILLE-EN-VERMOIS.
- les représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - Monsieur le Président du MEDEF ou son représentant
 - Monsieur le Président de la CGPME ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FDSEA ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UPA ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Chambre des Professions Libérales ou son représentant
- les représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFDT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT FO ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFTC ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFE CGC ou son représentant
- les représentants des chambres consulaires :
 - Monsieur le Président de la CCI ou son représentant
 - Madame la Présidente de la CMA ou son représentant
 - Madame la Présidente de la Chambre d'Agriculture ou son représentant
- les personnes qualifiées :
 - Monsieur le Président du COORACE ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UREIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FNARS ou son représentant
 - Monsieur le Président du CORAIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Fédération des Chantiers Ecole ou son représentant

La « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » se réunira en formation plénière une fois par an.

Elle pourra décider de la mise en œuvre de groupes de travail thématiques restreints chargés, à sa demande, d'expertiser toute question nouvelle ou spécifique relevant du domaine de l'emploi et de l'insertion.

Art. 2 : La « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » dispose, dès sa création, de deux formations spécialisées : l'une compétente dans le domaine de l'emploi, et la seconde dans celui de l'Insertion par l'Activité Economique.

La formation spécialisée compétente dans le domaine de l'emploi est composée comme suit :

- les représentants des administrations :
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant
 - Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique sociales agricoles ou son représentant
 - Monsieur le Directeur Régional à l'Industrie, à la Recherche et de l'Environnement ou son représentant
 - Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
 - Monsieur le DDANPE ou son représentant
- les représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFDT ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CGT FO ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFTC ou son représentant
 - Monsieur le Secrétaire Général de la CFE CGC ou son représentant
- les représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - Monsieur le Président du MEDEF ou son représentant
 - Monsieur le Président de la CGPME ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FDSEA ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UPA ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Chambre des Professions Libérales ou son représentant

La formation spécialisée compétente dans le domaine de l'emploi se réunira une fois par mois ; son avis tient lieu d'avis de la commission pivot.

La formation spécialisée relative à l'insertion par l'activité économique, intitulée "Conseil départemental pour l'Insertion par l'Activité Economique" a pour missions :

- D'émettre les avis relatifs aux demandes de conventionnement des employeurs et aux demandes de concours du fonds départemental pour l'insertion ;
- De déterminer la nature des actions à mener en vue de promouvoir les actions d'insertion par l'activité économique. A cette fin, elle élabore un plan d'action pour l'insertion par l'activité économique et veille à sa cohérence avec les autres dispositifs concourant à l'insertion, notamment le programme

départemental d'insertion mentionné à l'article L. 263-3 du code de l'action sociale et des familles et, le cas échéant, les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi mentionnés à l'article L. 322-4-16-6 du présent code.» ; Elle est composée comme suit :

- les représentants des services de l'Etat :
 - Monsieur le Préfet ou son représentant
 - Monsieur le DDTEFP ou son représentant
 - Monsieur le DDASS ou son représentant
 - Monsieur le Trésorier Payeur Général ou son représentant
- les représentants des autres administrations/ établissements publics/ collectivités territoriales ou publiques :
 - Monsieur le DDANPE ou son représentant
 - Monsieur le Directeur de l'AFPA ou son représentant
- les représentants des collectivités territoriales et de leurs regroupements :
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Régional en l'occurrence membre titulaire : Madame Laurence DEMONET, Vice-présidente du Conseil Régional ; Membre suppléant : Monsieur Patrick HATZIG, Vice-président du Conseil Régional
 - Un membre élu désigné par Monsieur le Président du Conseil Général en l'occurrence membre titulaire : Madame Michèle PILOT, Vice-présidente déléguée au développement social et à l'insertion ; Membre suppléant : Monsieur René MANGIN, Vice-président déléguée au développement économique
 - Deux membres élus représentant les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale, l'un désigné par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle, le second par l'Association départementale des Maires ruraux de Meurthe-et-Moselle en l'occurrence :
 - Membre titulaire, désigné par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle : Madame Liliane SARTELET, Maire-adjointe à VANDŒUVRE-LES-NANCY, Membre suppléant : Monsieur Jean-Marc FOURNEL, Maire de LONGWY
 - Membre titulaire désigné par l'Association départementale des Maires ruraux de Meurthe-et-Moselle : Monsieur Ennio BAZZARA, Maire de MONCEL-SUR-SEILLE ; suppléant : Monsieur Jean-François GUILLAUME, Maire de VILLE-EN-VERMOIS.
- les organisations interprofessionnelles d'employeurs :
 - 2 sièges répartis après concertation entre les 5 organisations susmentionnées siégeant à la commission pivot plénière qui désigneront deux représentants parmi elles
- les organisations syndicales représentatives de salariés :
 - 2 sièges répartis après concertation entre les 5 organisations susmentionnées siégeant à la commission pivot plénière qui désigneront deux représentants parmi elles
- les représentants des Chambres Consulaires :
 - Monsieur le Président de la CCI ou son représentant
 - Madame la Présidente de la CMA ou son représentant
- les représentants du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique :
 - Monsieur le Président du COORACE ou son représentant
 - Monsieur le Président de l'UREIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la FNARS ou son représentant
 - Monsieur le Président du CORAIL ou son représentant
 - Monsieur le Président de la Fédération des Chantiers Ecole ou son représentant

Par délégation du Préfet, la présidence et le secrétariat de la formation spécialisée relative à l'insertion par l'activité économique sont assurés par la DDTEFP.

La formation spécialisée relative à l'insertion par l'Activité Economique se réunira une fois par mois ; son avis tiendra lieu d'avis de la commission pivot.

Art. 3 : La commission « pivot » intitulée « Commission Départementale relative à l'emploi et à l'insertion » est constituée pour une durée de cinq ans.

Les membres, tant titulaires que suppléants, sont nommés pour la même durée.

Le Président et les membres des commissions qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent ne peuvent se faire suppléer que par le membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par l'élu nommé désigné de la même assemblée délibérante.

Les personnalités qualifiées ne peuvent se faire suppléer.

Le membre de la Commission qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par une personne désignée par le service ou l'organisme auquel ils appartiennent.

Art. 4 : Les arrêtés préfectoraux du 19 octobre 1994 modifié par arrêté du 10 mai 1995, du 30 novembre 2004, et celui du 12 février 2003 modifié par l'arrêté du 15 mars 2006 sont abrogés.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Madame la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture.

Nancy, le 14 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 07.BMSSE.126 du 20 novembre 2007 accordant délégation de signature à monsieur Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;
Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 2007 portant nomination de M. Marc BRZEGOWY en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne-Ardenne ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc BRZEGOWY, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée par M. Gérard ALBERT, attaché principal.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.95 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. SOMMACAL, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc BRZEGOWY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté de délégation de signature du 21 novembre 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commissions d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et sur le classement des offres dans le cadre du marché mutualisé de nettoyage des locaux de diverses administrations de l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005654 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2 et 21 ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'appel public à la concurrence lancé le 28 septembre en vue d'un appel d'offres ouvert pour l'exécution de travaux de nettoyage des locaux de diverses administrations de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Gérard DALSTEIN, attaché chargé de la commande publique, à l'effet de présider les séances de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et d'ouvrir les offres après décision du pouvoir adjudicateur sur les candidatures, et sur le classement des offres dans le cadre de l'appel d'offres ouvert du marché mutualisé de nettoyage des locaux de diverses administrations de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Cette délégation comprend également la signature de l'ensemble des documents nécessaires au déroulement de la procédure, à l'exclusion de la signature des marchés.

Art. 2 : Les séances de cette commission se dérouleront à la préfecture le vendredi 30 novembre à partir de 9h 30 à la salle de la Bibliothèque en ce qui concerne l'avis sur les candidatures et le jeudi 13 décembre à partir de 9h 30 salle Louis Marin en ce qui concerne l'avis sur le classement des offres.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté de délégation de signature du 21 novembre 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et sur le classement des offres en ce qui concerne l'accord-cadre mutualisé pour l'acquisition ou la location de matériel de reprographie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2005654 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2 et 21 ;
Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'appel public à la concurrence lancé le 22 octobre 2007 en vue de la mise en place d'un accord-cadre pour l'acquisition de matériel de reprographie destiné à diverses administrations de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la cour d'appel de Nancy dans les départements relevant de son ressort.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Gérard DALSTEIN, attaché chargé de la commande publique, à l'effet de présider les séances de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les candidatures et d'ouvrir les offres après décision du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les candidatures, et sur le classement des offres de l'accord-cadre pour l'acquisition de matériel de reprographie destiné à diverses administrations de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la cour d'appel de Nancy dans les départements relevant de son ressort.

Cette délégation comprend également la signature de l'ensemble des documents nécessaires au déroulement de la procédure, à l'exclusion de la signature des accords-cadres.

Art. 2 : Les séances de cette commission se dérouleront à la préfecture le jeudi 20 décembre à partir de 9h 30 dans le salon Fournier en ce qui concerne l'avis sur les candidatures et le vendredi 28 décembre à partir de 9h 30 dans le même lieu en ce qui concerne l'avis sur le classement des offres.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté n° 07.BMSSE.127 du 26 novembre 2007 accordant délégation de signature à monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2003 nommant Monsieur Christian BRUNET en qualité de Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2003 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.

	et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1 ^{er} et 2 ^o , R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombent ;
- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté sera exercée par M. Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor Public, ou à son défaut, par M. Jean-François BOYMOND, Trésorier Principal.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 de l'article 1^{er}, la délégation de signature conférée à M. Christian BRUNET sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par Mme Anne-Marie KLEIN, trésorier principal, Ms KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, inspecteurs et Ms CONTE et DARNE, contrôleurs, Mmes BALANDIER, BURNEL et KLAEYLE, inspectrices.

La délégation de signature conférée à Monsieur BRUNET pour les attributions visées sous le numéro 9 de l'article 1 est exercée par Mme Anne-Marie KLEIN, trésorier Principal ou, à son défaut, par Mme Marie-Paule GRANDEURY, inspectrice ou David De Beaumont, inspecteur, Mmes BILLY, VIEUX-MELCHIOR, DANGIN, ROSSIGNOL et RONCHARD, contrôleuses, Mrs OTTENWAELETER et LOGEL, contrôleurs.

La délégation de signature conférée à Monsieur BRUNET pour les attributions visées ci-dessous est exercée par Mme Anne-Marie KLEIN, trésorier principal et M. David DE BEAUMONT, inspecteur :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupations précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 6 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la procédure administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN et M. DE BEAUMONT exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 5 : L'arrêté n°07.BMSSE.85 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à M. BRUNET, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur BRUNET, trésorier-payeur général,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 26 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 07.BMSSE.128 du 30 novembre 2007 chargeant monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de Lunéville ;

Vu la circulaire NOR INT A00072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et l'intérim des fonctions préfectorales aux absences et congés des préfets et des sous-préfets ;

Considérant la vacance de poste de sous-préfet de Toul à compter du 1^{er} décembre 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est chargé d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de Toul à compter du 1^{er} décembre 2007.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser

- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers

- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) passeports

3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)

- fixation des dates limites :

. du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

. du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

. de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

. de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement

4) arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

◆ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

◆ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

◆ Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Art. 3 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet par intérim pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale à la sous-préfecture de Toul.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires

- de permis étrangers dont la conversion est possible

- de permis internationaux

délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WVV), attestations de non-gage, cartes W garage

Art. 6 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet par intérim, cette délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Madame Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 7 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps

préfectoral à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

. refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

. retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

Art. 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis BIOU, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Toul par intérim, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 11 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.124 du 15 octobre 2007 accordant délégation de signature à M. GAZAGNES, sous-préfet de Toul, est abrogé.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Sous-préfecture de Briey**Extrait de l'arrêté du 6 novembre 2007 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Villette envers le syndicat de la Chiers;

Considérant que l'assemblée délibérante de la commune de Villette a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune;

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire;

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Une somme de 625,31 €, correspondant à la contribution la commune de Villette au titre des exercices 2004 et 2005 sera versée au syndicat de la Chiers.

Art. 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune de Villette.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Mme le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Villette, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le Maire de la commune de Villette et, dont copie conforme sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et au président du syndicat de la Chiers. Briey, le 6 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2007 portant mandatement d'office au profit du service départemental d'incendie et de secours

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Villette envers le service départemental d'incendie et de secours;
Considérant que l'assemblée délibérante de la commune de Villette a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune;
Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une somme de 2 990 €, correspondant au contingent incendie de la commune de Villette au titre de l'exercice 2006 sera versée au service départemental d'incendie et de secours.

Art. 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune de Villette.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Mme le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Villette, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le Maire de la commune de Villette et, dont copie conforme sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, au président du service départemental d'incendie et de secours et au payeur départemental.

Briey, le 22 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Sous-préfecture de Lunéville**Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2007 approuvant le transfert de siège de la communauté de communes du pays du Sânon**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 4 des statuts est rédigé comme suit :

Le siège social de la communauté de communes est fixé au 7 place de la fontaine - 54370 Einville au Jard.

Art. 2 : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 5 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les statuts modifiés sont consultables à la sous-préfecture de Lunéville.

Sous-préfecture de Toul**Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 complétant l'arrêté du 25 octobre 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Laneuveville-derrière-Foug à la communauté de communes du Toulouais**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 25 octobre 2007 relatif à l'adhésion de la commune de Laneuveville-derrière-Foug est complété par les dispositions qui suivent :

"Les écritures de mise à disposition des biens de la commune de Laneuveville-derrière-Foug à la communauté de communes du Toulouais seront réalisées sur l'exercice budgétaire 2008.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Toulouais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 19 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe GAZAGNES

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine****Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 74 du 30 octobre 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Bouysset Yves, directeur du centre psychothérapique de Nancy à Laxou est chargé, à compter du 5 novembre 2007, de l'intérim des

fonctions de directeur du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port et ce jusqu'à la nomination d'un directeur en titre.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le président du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 octobre 2007

Pour le directeur de l'A.R.H. de Lorraine
et par délégation,
Docteur Eliane PIQUET

Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine**Secrétariat des licences****Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/174 du 26 septembre 2007**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0101 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérard CAVE, « CASUN 5 », Zac Croix St Nicolas, 54840 Gondreville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/175 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0242 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Prune CHARROIS, « aku:sta Production », 4, rue de la Citadelle, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/176 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-417 et 54-418 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric DENIS, « Art Production » Allée de la Poste, 54840 Velaine-en-Haye.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/177 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 54-0456 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Lydie FERRY, « Théâtre de poche » Mairie de Longwy, 54400 Longwy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/178 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0477 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Laurence GACHET, « Théâtre Gérard Philipe » Avenue de la Libération, 54390 Frouard.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/179 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0167 et 54-0268 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Annick GAULT, « Cie Night Fever » 150, Avenue général Leclerc, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/180 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0228 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Christiane LAVAUX-WATRIN, « Sourire, rire, guérir » 12, rue du Manège, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/181 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0317 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Nicolas LEJUSTE, « Cie Les fruits du hasard » 24, rue du général Duroc, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/182 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0476 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Myriam LOUELHI, « ADDAM 54 » 48, rue Sergent Blandan, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/183 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0460 et 54-0461 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Cécile LOUIS, « CEISM » 36, rue du capitaine Caillon, 54230 Neuves Maisons.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/184 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} et 2^e catégorie portant les numéros 54-0178 et 54-0270 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Esther MASSOT, « Cirque Imagine » 22, rue La Jus, 54830 Vallois.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/185 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} et 3^e catégorie portant les numéros 54-0474 et 54-0475 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Luc MAUFFREY, « Centre culturel Jean L'Hôte » 1, rue du capitaine Caillon, 54230 Neuves-Maisons.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/186 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0442 et 54-0443 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Stéphanie MULLER, « Zyryab Productions » BP 33028, 54401 Longwy Cédex.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/187 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0271 ; 54-0272 et 54-0273 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Lucien SCHERSACH, « Mairie de Lunéville » 2, Place Saint-Rémy, 54301 Lunéville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/188 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0469 et 54-0470 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Roger TIRLICIEN, « Musique et Danse en Lorraine » Abbaye des Prémontrés, B.P. 83, 9, rue Saint-Martin, 54704 Pont-à-Mousson.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/189 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1008286 et 3-1008287 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Louis-Marie BOIVIN, « Magic Merlin Production » 14, Grande rue, 54330 Forcelles-Saint-Gorgon.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/190 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008288 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Patricia CHARLES, « Compagnie des transports » 48, rue Henri Déglin, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 26 septembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/191 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008259 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Joffrey DELHOTAL, « Harmo & Co » 1, rue Claude Bolling, 54740 Xirocourt.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/192 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1008277 et 3-1008278 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Lionel GUINGRICH, « Les pieds dans la lune Cie » 6, rue du Moulin, 54112 Allamps.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/193 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1008276 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Yves ISSARTIER, « Les Amis de la Douëra » 2, rue du lion d'Or, 54220 Malzéville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/194 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008291 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur François LEGEE, « Gradus ad musicam » 33, Bd Clémenceau, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/195 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 1-1008279, 2-1008269 et 3-1008270 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Fabienne LORONG-BUZZI, « Centre culturel Pablo Picasso » Place Leclerc, 54310 Homécourt.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/196 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 54-0318 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Christine MELONI, « Culture Loisirs Evasion » Centre E. Triolet, 54810 Longlaville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/197 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008281 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Rodrigue ROUYER, « Rodrigue R Prod » 14, rue Raymond Poincaré, 54480 Cirey.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la

(ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/198 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1008284 et 3-1008285 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, « Millelisme Productions » 5, rue de la République, 54200 Toul.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/199 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008261 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Danielle TREVIS, « Le Pavillon bleu », Le Pont de Fresne, 54200 Villey-Saint-Etienne.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/200 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0297 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Véronique VALENTIN, « Théâtre de l'Escalier » 26, rue de l'Orme, 54220 Malzéville.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/201 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1008267 et 3-1008268 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Dieynaba WADE, « Salsassos » 8, rue Eugène Vallin, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2007/202 du 26 septembre 2007

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1008429 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Hugues LECLERE, « Rencontres musicales en Lorraine » 7-11, rue Saint-Lambert, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 26 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Daniel BARROY

Direction interdépartementale des routes est Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-046 en date du 8 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE.	A 330
Points Repères PR.	PR 4+700 au PR 9+600 sens Epinal/Nancy
SECTION	Courante
NATURE DES TRAVAUX	Réfection de la couche de roulement au PR 8+400 au PR 6+000 (Epinal/Nancy)
PERIODE GLOBALE	Nuits du 14 au 20 novembre
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de la circulation Vitesse limitée à 50km/h dans le basculement et 90 km/h en section courante. Schémas types.CF 114a, CF 122a .
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/ CEI de Fléville. SODEER

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réfection de la couche de roulement sur A 330.

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Les nuits 14/15, 15/16, 16/17, 19/20 novembre 2007	PR 8+400 au PR 6+000	Réfection de la couche de roulement Basculement de la circulation du sens Epinal/Nancy sur la voie rapide du sens Nancy/Epinal.	

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise, SCREG/COLAS est

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 8 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-047 en date du 8 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	RN 52
Points Repères PR.	Entre les PR14+128 et 18+247 dans les deux sens
SECTION	Section courante
NATURE DES TRAVAUX	Réparation de glissières de sécurité. Entretien général.
PERIODE GLOBALE	Du lundi 12 novembre au mercredi 14 novembre 2007
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupeure d'axe avec la mise en place d'une déviation Signalisation schémas types 129a.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR/EST
	MISE EN PLACE PAR : District de Metz CEI de Villers-la-Chèvre

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux d'entretiens de la RN 52, fauchage, élagage, reprise de la signalisation, réparation des glissières, etc.

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessous seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	12/11/07	14+128 deux sens	Coupeure de la section	Par RD520 et RD618
		18+247	courante	
	13/11/07	14+128 deux sens	Coupeure de la section	Par RD520 et RD618
		18+247	courante	
	14/11/07	14+128 deux sens	Coupeure de la section	Par RD520 et RD618
		18+247	courante	

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, le commissariat de police de Longwy, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Messieurs les Maires de Longwy, Mexy, Rehon sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 8 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-048 en date du 13 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 31
Points Repères PR.	PR 233+500 sens Nancy/Toul (Bretelle Nancy vers Verdun)
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Fonçage sous la bretelle Nancy/Verdun. Echangeur N° 14
PERIODE GLOBALE	2 Nuits 21/22 et 22/23 Novembre
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle Nancy/Verdun Ech: N° 14

SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : Société Privée
--------------------------	-----------------------------	---------------------------------------

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de fonçage sous la bretelle Nancy/Verdun

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessous seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Les nuits			Fermeture de la Bretelle Nancy/Verdun
	21 au 22/11		Fonçage sous le bretelle Nancy/Verdun	Déviations par A31 jusqu'à l'échangeur N° 13, puis retour sur A31 jusqu'à l'échangeur N° 14.
	et			
	22 au 23/11			

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 13 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint de la division d'exploitation de Metz,
Etienne JACQUES

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-049 en date du 14 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 31
Points Repères PR.	PR 245 sens Nancy/Toul (Bretelle Nancy vers Velaine)
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Fonçage sous la bretelle Nancy/Velaine. Echangeur N° 17
PERIODE GLOBALE	2 Nuits 20/21 et 21/22 Novembre
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle Nancy/Velaine
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est
	MISE EN PLACE PAR : Société Privée

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de fonçage sous la bretelle Nancy/Velaine

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessous seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Les nuits			Fermeture de la Bretelle Nancy/Velaine
	20 au 21/11		Fonçage sous le bretelle Nancy/Velaine	Déviations par A31 jusqu'à l'échangeur N° 16, puis retour par RD 400 vers Velaine.
	et			
	21 au 22/11			

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Maire de Velaine, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 14 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le responsable de la division d'exploitation
de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-051 en date du 19 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 31 SENS : METZ-NANCY
Points Repères PR.	Bretelle METZ-LESMENILS PR: 280+672. échangeur N° 28
SECTION	Bretelle de sortie
NATURE DES TRAVAUX	Réparation de la couche de roulement suite à des dégâts au domaine public
PERIODE GLOBALE	Le 21 Novembre 2007
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle METZ-LESMENILS. Mise en place d'une déviation par l'échangeur de Atton.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR Est MISE EN PLACE PAR : DIR Est - District de Metz - CEI Champigneulles

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réfection de la couche de roulement, des glissières et de la signalisation de police sur la bretelle de Lésmenils sens Metz/Nancy de A31, échangeur N° 28. (dégradations provoquées par l'incendie d'un camion.)

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Le 21/11/07 de 9h00 à 18h00.	PR 280+ 672 Sens - Bretelle METZ-LESMENILS	Réparation de la couche de roulement	Fermeture de la bretelle METZ-LESMENILS de l'échangeur n° 28 avec déviation par l'échangeur d'ATTON n°27 au PR: 275+350 (demi-tour pour reprendre la direction de Metz et sortie par la bretelle Nancy-Lesménils).

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint de la division d'exploitation de Metz,
Etienne JACQUES

Extrait de l'arrêté DIR-Est/DE-Metz n° 2007-052 en date du 29 novembre 2007 portant réglementation de la circulation routière.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 31
Points Repères PR.	PR 233,587 sens Toul vers Nancy (bretelle queue de chat.)
SECTION	Bretelle « queue de chat »
NATURE DES TRAVAUX	Pose de fourreaux en encoffrement sur OA, A31 (092)
PERIODE GLOBALE	Deux nuits du 3 et 4 décembre 2007.
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de Charte (arrêté permanent) Fermeture des bretelles des sens Verdun/Nancy et Paris/Verdun Signalisation : schéma type CF 113a
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est/SESYR MISE EN PLACE PAR : SODEER

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de pose de fourreaux pour le passage de la fibre optique.

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Les nuits du 3 et 4 décembre 2007	Bretelle « queue de chat »	Mise en place de fourreaux pour la fibre optique	Fermeture de la bretelle Verdun/Nancy : Pour prendre A31 dans le sens Verdun/Nancy, prendre la bretelle Verdun/Paris, diffuseur de Toul/Valcourt, RD 674 puis A31 direction Nancy Fermeture de la bretelle Paris/Verdun : Rester sur A31 direction de Nancy, échangeur de Toul-centre, RD 400, puis A31.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise SOGEA

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Moulins-lès-Metz, le 29 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

**Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé**

Extrait de l'arrêté du 26 juillet 2007 portant agrément n° 167 de l'entreprise de transport sanitaire SARL ASU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur GROSSMANN Lionnel est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- SARL « ASU »
Lotissement Valparc
Avenue Raymond Pinchard
54000 NANCY

exploitée par Monsieur GROSSMANN Lionnel, gérant de la société.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie

de Nancy, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 26 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté du 2 novembre 2007 portant agrément n° 168 de l'entreprise de transport sanitaire SARL AMBULANCE « TOUL AMBULANCES »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur LUBRANIECKI Mathieu est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- SARL à associé unique

AMBULANCE «TOUL AMBULANCES»

25 avenue du Général Leclerc

54200 DOMMARTIN-lès-TOUL

exploitée par Monsieur LUBRANIECKI Mathieu, gérant de la société.

Cet agrément prend effet au 1^{er} octobre 2007.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 2 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 modifiant l'agrément n° 90 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « Ambulances MARINELLI », 19 rue de la Taye - 54240 Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, suite à la visite de conformité effectuée le 24 juillet 2007, les installations matérielles répondent aux normes définies par l'arrêté du 20 mars 1990 modifié, annexe II ;

ARRETE

Art. 1^{er} : A compter du 1^{er} octobre 2007, l'entreprise « Ambulances MARINELLI » est dénommée « MERCY Ambulances ».

Le siège social de ladite entreprise est transféré du 19 rue de la Taye à Joeuf au 4 rue du Réservoir à Hussigny-Godbrange.

L'arrêté préfectoral portant agrément n° 90 est modifié en conséquence.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 13 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2007 portant agrément provisoire n° 169 de l'entreprise de transport sanitaire SARL AMBULANCES LACATENA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- Que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur LACATENA Fabrice est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;
- Que l'agrément ne pourra être définitif qu'après avis du sous-comité des transports sanitaires ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

SARL

AMBULANCES LACATENA

4 rue du Réservoir

54590 HUSSIGNY GODBRANGE

exploitée par Monsieur LACATENA Fabrice, gérant de la société.

Cet agrément est provisoire pour une durée d'un mois.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, à la directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 22 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 0800/07 du 19 novembre 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale – Autorisation n° 54-12

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté modifié du 23 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-12, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NANCY - 70, rue Stanislas, laboratoire inscrit sur la liste départementale des sociétés civiles professionnelles sous le n° 6, est modifié comme suit :

Raison sociale : S.C.P. des Docteurs BAILLET, GERMAIN, TEBOUL & anciennement BRIGNON

70, rue Stanislas - 54000 NANCY

Directeurs : Monsieur Christophe BAILLET, Médecin biologiste - Monsieur Yves GERMAIN, Pharmacien biologiste - Monsieur Michel TEBOUL, Médecin biologiste ;

Pour des actes de biochimie, immunologie, bactériologie et virologie, hématologie et mycologie.

Directeurs adjoints : Madame Géraldine DAP, Médecin biologiste - Madame Alexandra MEYER, Médecin biologiste - Madame Laure NEGRE-COMBES, pharmacien biologiste - Madame Michèle CHERY, docteur es-sciences pour les actes de cytogénétique.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur BAILLET Christophe - Monsieur GERMAIN Yves - Monsieur TEBOUL Michel - Madame DAP Géraldine - Madame MEYER Alexandra - Madame NEGRE-COMBES Laure - Madame Michèle CHERY - Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé - Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie - Monsieur le Maire de NANCY - Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY - Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY - Monsieur le Directeur des Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 19 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint
Jean-François LHUILLIER

Service cohésion sociale

Extrait de l'arrêté n° 5466 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 600.00€	1 135 459.00€
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	521 546.00€	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	562 313.00€	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	1 077 201.92€	1 135 459.00€
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	41 773.00€	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 821.00€	
	Excédent 11510 ou 110	12 663.08€	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. est fixée à 1 077 201.92 euros à compter du 1^{er} décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 89 766.83 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 5467 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 000.00€	614 450.00€
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	252 950.00€	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	315 500.00€	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	612 950.00€	614 450.00€
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 500.00€	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédents 11510 ou 110	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par ADOMA est fixée à 612 950 euros à compter du 1^{er} décembre 2007. En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 51 079.16 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des

versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 5468 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 960.00€	631 176.00€
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	264 573.00€	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	313 643.00€	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	588 018.34€	631 176.00€
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 800.00€	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	41 357.66€	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par ADOMA est fixée à 588 018.34 euros à compter du 1^{er} décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 49 001.53 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 5469 du 19 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 164.00€	645 807.58€

Recettes	groupe II : dépenses afférentes au personnel	275 550.00€	645 807.58€
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	327 093.58€	
	groupe I : produits de la tarification	635 463.93€	
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	2 071.00€	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	8 272.65€	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par ADOMA est fixée à 635 463.93 euros à compter du 1^{er} décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 52 955.33 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 5470 du 21 novembre 2007 fixant pour l'année 2007 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 500.00€	611 063.69€
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	266 563.69€	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	310 000.00€	
Recettes	groupe I : produits de la tarification	542 362.81€	611 063.69€
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	2 400.00€	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	66 300.88€	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2007, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par ADOMA est fixée à 542 362.81 euros à compter du 1^{er} décembre 2007.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 45 196.90 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2007 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5332 du 17 octobre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" - 17 rue du Bois Le Duc - 54500 VANDOEUVRE - N° FINESS : 54000 31 26
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 786,36	253 078,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	237 774,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 518,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	253 078,62 arrondi à 253 079	253 078,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE est fixée à 253 079 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,55 €

GIR 3 et 4 : 14,98 €

GIR 5 et 6 : 9,41 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE.

Nancy, le 17 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5333 du 26 octobre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Jardins du Charmois" de Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Jardins du Charmois" - 1 rue du Charmois - 54500 VANDOEUVRE - N° FINESS : 54000 3779
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 700,00	102 649,30

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	99 713,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 235,00	
	Déficit reporté		
	Groupe I Produits de la tarification	102 649,30 arrondi à 102 649	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
Recettes	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		102 649,30
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "Les Jardins du Charmois" de VANDOEUVRE est fixée à 102 649 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 16,66 €

GIR 3 et 4 : 12,57 €

GIR 5 et 6 : 8,47 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Jardins du Charmois" de VANDOEUVRE.

Nancy, le 26 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5396 du 23 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite publique autonome "Saint Charles" – Rue Notre Dame - 54330 VEZELISE.

N° FINESS : 54 000 234 2

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 704,52	775 566,34
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	608 811,46	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 653,18	
	Déficit reporté	71 397,18	
	Groupe I Produits de la tarification	746 430,18	
Recettes	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	775 566,34
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	29 136,160	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 71 397,18 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 746 430,18 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,26 €

GIR 3 et 4 : 24,18 €

GIR 5 et 6 : 17,10 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard

des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 23 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5401 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 159 497,88 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 32,84 €

pour les GIR 3 et 4 : 25,45 €

pour les GiR 5 et 6 : 18,07 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5402 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 008 0

Dotation globale de financement « soins » : 2 308 968,10 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 42,56 €

pour les GIR 3 et 4 : 32,51 €

pour les GiR 5 et 6 : 22,46 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Lunéville.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5403 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 222 785,87 €

- Prix de journée de soins : 30,84 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5404 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de JOEUF :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 673 053,12 €

Tarifs journaliers de soins :

Pour les GIR 1 et 2 : 36,78 €

Pour les GIR 3 et 4 : /

Pour les GIR 5 et 6 : /

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Joeuf.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5405 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 658 737,10 €

- Prix de journée de soins : 41,68 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5406 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière St Eloi à NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 338 880,66 €

- Prix de journée de soins : 31,62 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5407 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY LES BELLES.

N° FINESS EJ : 54 000 210 2

N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 823,68	396 293,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	296 372,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 325,31	
	Déficit reporté	24 772,22	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	371 081,70	396 293,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	25 000,00	
	Excédent reporté	211,87	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 24772,22 € au compte 11 519 et 211,87 € au compte 11510.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey les Belles est fixée à 371 081,70 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,08 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5408 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUE.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 276,10	332 445,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	247 227,01	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 553,80	
	Déficit reporté	8 388,57	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	332 445,48	332 445,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 388,57 au compte 11519.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 332 445,48 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,91 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5409 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD Centre de soins Sainte Marie – 28 rue de la Primatiale – 54000 - Nancy.
N° FINESS : 540 005 345

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 050,00	367 702,26
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	339 898,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 754,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	338 554,27	367 702,26
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	25 300,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	3 000,00	
	Excédent reporté	847,99	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 847,99 au compte 11510.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy rue Primatiale est fixée à 338 554,27 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 30,03 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de soins Sainte Marie à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5410 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 241 720,86 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 42,40 €

pour les GIR 3 et 4 : 37,35 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5411 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-ST-CRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 436 701,29 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 42,20 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,74 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,41 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5416 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 774 814,36 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,15 €
pour les GIR 3 et 4 : 29,04 €
pour les GIR 5 et 6 : 18,93 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5417 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 847 527,32 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 27,95 €
pour les GIR 3 et 4 : 21,00 €
pour les GIR 5 et 6 : 14,05 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey .

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5418 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Dotation globale de financement « soins » : 977 410,20 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 38,16 €
pour les GIR 3 et 4 : 28,63 €
pour les GIR 5 et 6 : 19,58 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Pont à Mousson

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5419 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 1 356 946,44 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 29,10 €
pour les GIR 3 et 4 : 22,95 €
pour les GIR 5 et 6 : 16,80 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5420 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL : N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 924 214,76 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 34,45 €
pour les GIR 3 et 4 : 26,11 €
pour les GIR 5 et 6 : 17,77 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5421 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT ST MARTIN :

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 613 214,13 €

- Prix de journée de soins : 31,11 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière du bassin de Longwy.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5426 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 La dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" 9 Rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE AU JARD
N° FINESS : 54 001 3315
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 110,00	239 411,08
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	232 746,71	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 554,37	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	183 219,98	239 411,08
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	56 191,10	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 56 191,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE AU JARD est fixée à : 183 219,98 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,21 €

GIR 3 et 4 : 13,82 €

GIR 5 et 6 : 8,42 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5427 du 19 novembre 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de l'établissement ci-dessous désigné :
Centre Germaine Marchal – Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot – 54550 BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS : 54 001 0956
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0	44 766,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	40 804,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	338,68	
	Déficit reporté	3 623,67	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	28 954,35	44 766,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 812,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 623,67 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du Centre "Germaine Marchal" de NANCY est fixée à : 28 954,35 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 11,77 €

GIR 3 et 4 : 9,58 €

GIR 5 et 6 : 7,38 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5428 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" 34 Rue de Saulxures – 54425 PULNOY
N° FINESS : 54 000 4512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 800,00	771 991,45
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	704 431,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 707,77	
	Déficit reporté	48 052,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	771 991,45	771 991,45
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 48 052,61 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à : 771 991,45 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,03 €

GIR 3 et 4 : 25,84 €

GIR 5 et 6 : 17,66 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5429 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 Rue de la Gare – 54710 LUDRES
N° FINESS : 54 000 3142
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 997,13	1 099 879,26
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 065 882,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 097 420,16	1 099 879,26
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 459,10	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 459,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à : 1 097 420,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,63 €

GIR 3 et 4 : 20,75 €

GIR 5 et 6 : 12,87 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5430 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" - 53 Rue du Général Hoche - 54000 NANCY - N° FINESS : 54 000 2656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000,00	534 409,22
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	526 667,14	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 742,08	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	501 752,82	534 409,22
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	30 000,00	
	Excédent reporté	2 656,40	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 656,40 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à : 501 752,82 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,67 €

GIR 3 et 4 : 25,59 €

GIR 5 et 6 : 9,32 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5431 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 000 3498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 435,56	680 250,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	670 426,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 388,40	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	655 473,68	680 250,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	24 776,70	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 24 776,70 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à : 655 473,68 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,85 €

GIR 3 et 4 : 15,88 €

GIR 5 et 6 : 9,90 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5432 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" 14 Rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 000 3118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750,00	809 559,84

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	765 873,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 834,68	
	Déficit reporté	20 102,05	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	809 559,84	809 559,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 20 102,05 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Rémy de NANCY est fixée à : 809 559,84 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,65 €

GIR 3 et 4 : 15,68 €

GIR 5 et 6 : 10,71 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5433 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 Rue Emile Zola 54 800 JARNY.

N° FINESS : 54 000 0775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 135,19	482 682,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	474 849,79	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 697,92	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	444 758,74	482 682,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	37 924,16	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 37 924,16 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 444 758,74 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,95 €

GIR 3 et 4 : 17,71 €

GIR 5 et 6 : 11,46 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5434 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 30 rue Collot 54 110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

N° FINESS : 54 000 2219

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 667,78	697 365,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	656 675,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 050,00	
	Déficit reporté	29 972,28	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	662 365,36	697 365,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	35 000,00	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 29 972,28 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est modifiée soit : 662 365,36 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 28,38 €

GIR 3 et 4 : 22,12 €

GIR 5 et 6 : 15,86 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5435 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" - Rue de la Piscine 54490 JOUDREVILLE

N° FINESS : 54 001 9585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 957,77	440 249,53
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	432 204,89	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 086,87	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	415 197,46	440 249,53
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	25 052,07	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 25 052,07 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Les Bruyères » de JOUDREVILLE est modifiée à 415 197,46 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 20,03 €

GIR 3 et 4 : 14,69 €

GIR 5 et 6 : 9,33 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5436 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de

retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'OSERAIE" – 27 rue de Maréville 54520 LAXOU.

N° FINESS : 54 001 4008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 588,11	334 454,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	325 583,28	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 283,01	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	326 013,56	334 454,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	8 440,84	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 440,84 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 326 013,56 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,68 €

GIR 3 et 4 : 18,49 €

GIR 5 et 6 : 12,31 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5437 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de

retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grand Rue 54890 ONVILLE.

N° FINESS : 54 000 4579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 281,57	452 657,02
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	445 451,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	923,96	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	425 082,28	452 657,02
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	27 574,74	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 27 574,74 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 425 082,28 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,05 €

GIR 3 et 4 : 17,08 €

GIR 5 et 6 : 11,11 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5438 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins

de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" 69 Rue du Général de Gaulle –

PONT A MOUSSON

N° FINESS : 54 000 2623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 124,58	748 704,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	716 848,03	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 732,29	
	Déficit reporté	0	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	733 586,17	748 704,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	11 118,73	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 11 118,73 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT A MOUSSON est fixée à : 733 586,17 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,06 €

GIR 3 et 4 : 19,05 €

GIR 5 et 6 : 12,41 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5439 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" 2 Rue Henri Poulet - 54470 THIAUCOURT

N° FINESS : 54 000 2631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000,00	810 532,24
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	739 675,35	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65 856,89	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	810 532,24	810 532,24
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à : 810 532,24 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,32 €

GIR 3 et 4 : 23,46 €

GIR 5 et 6 : 15,61 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5440 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma Maison" 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 000 8208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 593,00	399 044,93
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	326 191,05	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 773,78	
	Déficit reporté	67 487,10	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	399 044,93	399 044,93
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 67 487,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à : 399 044,93 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,74 €

GIR 3 et 4 : 15,42 €

GIR 5 et 6 : 11,11 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5441 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de GIRAUMONT - avenue Sainte Barbe - 54780

N° FINESS : 54 001 3661

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 433,79	276 506,68
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	270 128,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	267,00	
	Déficit	3 677,05	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	276 506,68	276 506,68

Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 677,05 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de GIRAUMONT est modifiée à 276 506,68 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 22,43 €

GIR 3 et 4 : 16,35 €

GIR 5 et 6 : 10,27 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5442 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence d'Automne" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence d'Automne" - 1 allée de la Saulx - 54520 LAXOU.
N° FINESS : 54 001 8686

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 074,38	479 430,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	460 925,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 329,31	
	Déficit reporté	14 101,72	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	479 430,48	479 430,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 101,72 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU est fixée à 479 430,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,76 €

GIR 3 et 4 : 15,64 €

GIR 5 et 6 : 10,52 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence d'Automne" de LAXOU.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5443 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtel-Club de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel-Club 1 rue du Maquis de Ranzey 54130 SAINT MAX
N° FINESS : 54 000 6400

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 645,05	845 657,79
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	652 828,12	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 000,00	
	Déficit reporté	181 184,62	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	845 657,79	845 657,79
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 181 184,62 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX est modifiée à 845 657,79 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,44 €

GIR 3 et 4 : 22,80 €

GIR 5 et 6 : 17,16 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5444 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY.
N° FINESS : 54000 8372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 222,00	541 351,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	523 533,23	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 596,67	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	541 351,90	541 351,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 541 351,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,51 €

GIR 3 et 4 : 19,51 €

GIR 5 et 6 : 13,52 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5445 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" 70 Rue de Metz – 54800 MARS LA TOUR

N° FINESS : 54 000 2615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 936,00	581 644,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	549 397,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 311,61	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	578 887,04	581 644,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 757,70	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 757,70 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS LA TOUR est fixée à : 578 887,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,33 €

GIR 3 et 4 : 25,00 €

GIR 5 et 6 : 15,68 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS LA TOUR.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5446 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" 2 Rue Saint Louis – 54400 LONGWY

N° FINESS : 54 000 2607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000,00	616 406,46
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	587 752,46	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	23 654,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	616 406,46	616 406,46
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à : 616 406,46 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,14 €

GIR 3 et 4 : 16,42 €

GIR 5 et 6 : 10,71 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5447 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" 29 Rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON

N° FINESS : 54 000 0791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 500,00	530 229,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	501 354,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 375,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	530 229,83	530 229,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à : 530 229,83 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,09 €

GIR 3 et 4 : 18,13 €

GIR 5 et 6 : 12,16 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5448 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville La Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois – 25 Avenue du Général de Gaulle 54140 JARVILLE

N° FINESS : 54 001 2838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 270,32	325 422,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	288 292,19	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	860,20	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	307 232,44	325 422,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 780,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	13 410,27	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 13 410,27 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Le Haut de Lincoart" de JARVILLE LA MALGRANGE est fixée à : 307 232,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,20 €

GIR 3 et 4 : 14,78 €

GIR 5 et 6 : 8,37 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5449 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Ophéliades" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Ophéliades" 12 boulevard du 21^{ème} RA 54 000 NANCY

N° FINESS : 54 001 3323

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 642,31	727 015,27
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	697 831,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 541,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	709 474,27	727 015,27
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	17 541,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 17 541 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Ophéliades" de NANCY est modifiée à 709 474,27 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 25,36 €

GIR 3 et 4 : 18,97 €

GIR 5 et 6 : 12,58 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Ophéliades" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5450 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 000 2573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 542,00	942 835,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	916 257,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 035,68	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	930 405,23	942 835,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 429,78	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 12 429,78 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER est fixée à : 930 405,23 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,10 €

GIR 3 et 4 : 22,24 €

GIR 5 et 6 : 13,38 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de

NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER. Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5451 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" 2 Rue de la Gare – 54170 COLOMBEY LES BELLES

N° FINESS : 54 001 2994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 291,00	464 699,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	423 103,58	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 153,57	
	Déficit reporté	36 150,97	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	424 699,12	464 699,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	40 000,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 36 150,97 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES est fixée à : 424 699,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,80 €

GIR 3 et 4 : 23,49 €

GIR 5 et 6 : 16,18 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5452 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY LES NANCY

N° FINESS : 54 000 8703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 763,00	832 884,34
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	815 937,05	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 184,29	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	832 884,34	832 884,34
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Joseph" de ESSEY LES NANCY est fixée à : 832 884,34 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,05 €

GIR 3 et 4 : 19,11 €

GIR 5 et 6 : 13,16 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5453 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des 4 cantons de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 4 cantons 11 bis, rue des Moulins 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 001 0592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	108 371,85	514 783,69
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	395 563,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 848,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	499 783,69	514 783,69
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 000,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de BACCARAT est modifiée à 499 783,69 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à : 32,60 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard

des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 4 cantons de BACCARAT.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5454 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. Espace Gilbert Schwartz – 5 rue Clément Humbert – 54802 JARNY
N° FINESS : 54 001 2853

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 688,14	515 237,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	371 739,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	53 810,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	488 201,18	515 237,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	27 035,96	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 27 035,96 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de JARNY est fixée à 488 201,18 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 32,62 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5456 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 - ROYAUMEIX.

N° FINESS : 54 000 835 6

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 409,28	497 691,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	318 978,70	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 068,21	
	Déficit reporté	26 235,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	497 691,19	497 691,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 26 235,00 au compte 11519.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix est fixée à 497 691,19 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 41,61 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toullois-Nord-Familial » à Royaumeix, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5457 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, 38 rue de Dieuze à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD 38 rue de Dieuze- 54000 NANCY – géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle – 78 rue Jacques Callot – 54550 BAINVILLE SUR MADON.

N° FINESS : 540 003 175

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	142 646,93	1 213 951,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 066 535,63	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 769,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 213 951,56	1 213 951,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy, rue de Dieuze est fixée à 1 213 951,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,58 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à BAINVILLE SUR MADON, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5458 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 492,48	483 834,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	398 827,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 514,80	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	434 173,61	483 834,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	49 660,77	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 49 660,77 € au compte 11 510.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est fixée à 434 173,61 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,80 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5459 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD d'AUDUN LE ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 000 4165

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	87 617,00	561 235,49
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	461 088,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 530,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	478 940,48	561 235,49
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté	82 295,01	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 82 295,01 € au compte 11 510.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun le Roman est fixée à 478 940,48 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,81 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5460 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 354 649,76 €

- Prix de journée de soins : 34,23 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5461 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 300 151,75 €

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 36,12 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,14 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,16 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5462 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS LES NANCY
N° FINESS : 540 005 329
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 702,90	1 069 775,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	919 322,09	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	104 283,82	
	Déficit reporté	3 466,19	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 068 425,00	1 069 775,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 350,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 466,19 € au compte 11519.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2007 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers les Nancy est fixée à 1 068 425,00 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,08 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers les Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5476 du 15 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Dotation globale de financement « soins » : 902 206,86 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 33,02 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,06 €

pour les GIR 5 et 6 : 21,10 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 15 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5478 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. "Les 3 rivières" de Blainville-sur-l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. "Les 3 rivières" 1 rue du Presbytère - 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS : 54 001 2788

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	190 400,28	603 266,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	405 827,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 038,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	599 166,16	603 266,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4 100,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de BLAINVILLE SUR L'EAU est modifiée soit 599 166,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 36,48 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. "Les 3 rivières" de BLAINVILLE SUR L'EAU.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5479 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. des Etangs de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des Etangs 9 rue du Puits Gros Yeux 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 001 3018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	198 210,00	633 040,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	427 408,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 422,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	628 639,07	633 040,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4 401,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de EINVILLE AU JARD est modifiée à : 628 639,07 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit 28,23 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des Etangs de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5480 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE
N° FINESS : 54 000 7283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 219,66	290 419,46
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	233 089,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 110,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	288 173,55	290 419,46
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 245,91	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 245,91 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de VEZELISE est fixée à : 288 173,55euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 27,22 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de VEZELISE.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5484 du 21 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du Val de Lorraine 91 rue Pasteur 54 700 PONT A MOUSSON.
N° FINESS : 54 001 3851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	189 856,69	539 327,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	338 470,62	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	539 327,31	539 327,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de PONT A MOUSSON est modifiée soit 539 327,31 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit 34,36 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 21 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5488 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du bois Le Duc – 54 500 VANDOEUVRE.

N° FINESS : 54000 31 26

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 786,36	294 078,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	278 774,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 518,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	294 078,62	294 078,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE est fixée à 294 078,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,55 €

GIR 3 et 4 : 14,98 €

GIR 5 et 6 : 9,41 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE.

Nancy, le 20 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5499 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Poincaré » de Bouxières-aux-Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite « Résidence Poincaré » - Rue Poincaré - 54 136 BOUXIERES AUX DAMES.- N° FINESS : 54000 461 1
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 065,89	390 807,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	388 515,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 226,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	361 437,24	390 807,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	29 370,07	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 29 370,07 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Résidence Poincaré » à BOUXIERES AUX DAMES est fixée à 361 437,24 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 16,29 €

GIR 3 et 4 : 12,04 €

GIR 5 et 6 : 7,80 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Poincaré » de BOUXIERES AUX DAMES.

Nancy, le 20 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5500 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite – Rue du Paquis des Toiles - 54110 ROSIERES AUX SALINES.- N° FINESS : 54000 246 6
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 756,81	1 534 791,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 431 340,62	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 693,87	
	Déficit reporté		

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 531 398,35	1 534 791,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	3 392,95	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 392,95 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES est fixée à 1 531 398,35 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 44,12 €

GIR 3 et 4 : 32,53 €

GIR 5 et 6 : 20,94 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES.

Nancy, le 20 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5501 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Jean François Fidry" de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite publique autonome "Jean François Fidry" – 26 rue Roland Daret - 54800 LABRY.

N° FINESS : 54000 258 1

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 337,61	559 555,60
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	537 009,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 208,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	559 555,60	559 555,60
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite publique autonome "Jean François Fidry" de LABRY est fixée à 559 555,60 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,94 €

GIR 3 et 4 : 20,46 €

GIR 5 et 6 : 13,37 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite publique autonome "Jean François Fidry" de LABRY.

Nancy, le 20 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5502 du 20 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Compassion" - 5 rue de la Barre - 54930 SAINT-FIRMIN.
N° FINESS : 54000 853 9
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 794,72	458 710,89
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	448 499,64	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 416,53	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	458 710,89	458 710,89
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 458 710,89 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,46 €

GIR 3 et 4 : 18,08 €

GIR 5 et 6 : 12,69 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 20 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5505 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtelia à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite Hôtelia 8 rue de la Saône 54520 LAXOU
N° FINESS : 54 00 08216
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 508,32	922 992,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	854 806,12	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	372,00	
	Déficit reporté	55 306,42	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	852 992,06	922 992,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	70 000,00	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 55 306,42 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Hôtelia de LAXOU est modifiée à 852 992,06 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié à :

GIR 1 et 2 : 23,71 €

GIR 3 et 4 : 17,82 €

GIR 5 et 6 : 11,94 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtelia de LAXOU.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 5512 du 26 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Hopital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 372 214,75 €

- Prix de journée de soins : 33,02 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 26 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5525 du 23 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Saint Rémy" 14 Rue du Chanoine Jacob - 54000 NANCY
N° FINESS : 54 000 3118
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750,00	879 559,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	835 873,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 834,68	
	Déficit reporté	20 102,05	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	879 559,84	879 559,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 20 102,05 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Rémy de NANCY est fixée à : 879 559,84 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,65 €

GIR 3 et 4 : 15,68 €

GIR 5 et 6 : 10,71 €

Art. 4 : Cet arrêté remplace et annule l'arrêté préfectoral n° 5432 du 19 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Rémy » de Nancy.

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 23 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SOLIDARITE AUTONOMIE / N° 5547 du 28 novembre 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" 52 Rue des Jardiniers – 54000 NANCY
N° FINESS : 54 000 4520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 000,00	1 024 007,65
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 001 235,25	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 772,40	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 001 843,10	1 024 007,65
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	21 664,55	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 21 664,55 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à : 1 001 843,10 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,89 €

GIR 3 et 4 : 17,41 €

GIR 5 et 6 : 11,93 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 28 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rembercourt-sur-Mad - Demande d'autorisation d'exploiter n°2277

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame CHRIST Martine est autorisée à exploiter les terrains conformément à sa demande, pour une durée de 2 ans à exploiter 36,11 ha (parcelles 54453 nombreuses petites parcelles appartenant à M. CHRIST Eugène, objets d'échanges - A 9/105/115 (pour partie : 1 ha) 27 ha propriétés de la Commune de Rembercourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Madame CHRIST Martine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame CHRIST Martine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REMBERCOURT SUR MAD pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Santois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2373

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PARIZOT Pascal est autorisé à exploiter les parcelles 54207 ZB 19 et ZC 74 conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur PARIZOT Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PARIZOT Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRAIGNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 13 septembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Santois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2370

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que M. FLORENTIN exploite déjà des parcelles contigües aux parcelles ZB 78 et 79 et que, conformément à l'article 1 du Schéma directeur départemental des structures, l'aménagement parcellaire constitue l'un des objectifs du contrôle des structures et qu'il convient donc de privilégier la demande de M. FLORENTIN sur ces parcelles,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHERPITEL Denis est autorisé partiellement à exploiter les parcelles 54207, ZB55(a,b,c) et ZB74 (m) conformément à la demande qu'il a déposée mais n'est pas autorisé à exploiter les parcelles ZB78 et ZB79.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur CHERPITEL Denis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHERPITEL Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRAIGNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 13 septembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crézilles - Demande d'autorisation d'exploiter n°2339

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BEAUCOURT Nicolas est autorisé à exploiter 12,61 ha (parcelles 54113 ZI 7 et 9) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAUCOURT Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEAUCOURT Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CREZILLES pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2253

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface des terrains antérieurement exploités par M DEDENON étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures, Considérant que, conformément à cet article, la demande de M. RENAUX relève de la priorité 1 alors que la demande de Monsieur DEDENON Jean Luc est du rang de priorité 7,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur DEDENON Jean Luc n'est pas autorisé à exploiter 3,75 ha (parcelles 54030 ZM 51) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEDENON Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEDENON Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2272

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface des terrains antérieurement exploités par M DEDENON étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures, Considérant que, conformément à cet article, la demande de M. RENAUX et du GAEC de LAVAL relèvent de la priorité 1 alors que la demande du GAEC DU CHEMIN CREUX est du rang de priorité 7,

DECIDE

Art. 1^{er} : GAEC DU CHEMIN CREUX composé de Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric n'est pas autorisé à exploiter 10,06 ha (parcelles 54030 ZM 31/32/33 - 54458 YB 8/ 9/10) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC DU CHEMIN CREUX (Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REPAIX - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2310

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur HOUILLON Gérard est autorisé à exploiter 7,64 ha (parcelles 54030 ZO 21 / 22) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur HOUILLON Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HOUILLON Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Haut - Demande d'autorisation d'exploiter n°2271

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC SAINT FRANCOIS DU MOUTIER composé de Messieurs AUBRION François et Stéphane est autorisé à exploiter 26,9 ha (parcelles 54363 ZC55- ZE48- ZI7/22/23- ZH26/27 - ZK44) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC SAINT FRANCOIS DU MOUTIER (Messieurs AUBRION François et Stéphane).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs AUBRION François et Stéphane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE HAUT pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blemerey - Dommarie-Eulmont - Fraignes-en-Santois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2360

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Pré le Comte composé de Messieurs BONTEMPS André et Jean Noël est autorisé à exploiter 11,1 ha (parcelles 54164 ZC 84 - ZD9 - 54207 ZB 52 - ZC 51 - 88060 ZB20/21) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du Pré le Comte (Messieurs BONTEMPS André et Jean Noël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BONTEMPS André et Jean Noël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BLEMERREY - DOMMARIE EULMONT - FRAIGNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Santois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2362

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de la Taille composé de Monsieur HUSSON Michel est autorisé à exploiter 2,53 ha (parcelles 54207 ZB 32/33/34/35) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Taille (Monsieur HUSSON Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUSSON Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraises-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2361

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de Villars composé de Messieurs NOEL Michel, Pascal, Bertrand et Alexandre est autorisé à exploiter 1,82 ha (parcelles 54207 ZC3) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Villars (Messieurs NOEL Michel, Pascal, Bertrand et Alexandre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs NOEL Michel, Pascal, Bertrand et Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraises-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2373

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PARIZOT Pascal est autorisé à exploiter 11,08 ha (parcelles 54207 ZB 19 (10,25 ha) - ZB 74) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PARIZOT Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PARIZOT Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraises-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2365

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PARIZOT Alain est autorisé à exploiter 0,8 ha (parcelle ZB 27(8 et 12)) conformément à la demande qu'il a déposée et modifiée lors de la commission.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PARIZOT Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PARIZOT Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraises-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2370

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que M. FLORENTIN exploite déjà des parcelles contiguës aux parcelles ZB 78 et 79 et que, conformément à l'article 1 du Schéma directeur départemental des structures, l'aménagement parcellaire constitue l'un des objectifs du contrôle des structures et qu'il convient donc de privilégier la demande de M. FLORENTIN sur ces parcelles,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHERPITEL Denis est autorisé à exploiter les parcelles 54207 ZB55(a, b, c) ZB74 (m) ZB78 ZB79 conformément à la demande qu'il a déposée mais n'est pas autorisé à exploiter les parcelles ZB 78 et 79.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHERPITEL Denis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHERPITEL Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraises-en-Sainctois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2364

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les parcelles objets de la concurrence représentent 17,6 ha et sont donc inférieures à 18ha et que dans ces conditions, les dossiers relèvent de l'article 2A du Schéma directeur départemental des structures,

Considérant que les différentes demandes ont pour objectif des agrandissements mais que, la demande de Mme PULTIER, pluriactive, est de priorité 3 alors que les demandes de MM. CHERPITEL et FLORENTIN sont de priorité 1,

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame PULTIER Marie Thérèse n'est pas autorisé à exploiter 5,1 ha (parcelles 54207 ZB 55 (pour partie : 3,41 ha) - ZB78/79) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PULTIER Marie Thérèse.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame PULTIER Marie Thérèse, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chenières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2349

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que les différentes demandes étant motivées par l'agrandissement d'exploitation de tailles inférieures à 150 SCOP/UMO relèvent du même rang de priorité (priorité 1 de l'article 2A),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PIERSON Jean Paul est autorisé à exploiter 6,45 ha (parcelles 54127 ZH 110) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur PIERSON Jean Paul).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERSON Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHENIERES pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jolivet - Bonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2350

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la concurrence porte sur 72 ha et qu'il convient donc d'appliquer les priorités prévues par l'article 2A du Schéma des structures, Considérant que les demandes MM. FRANCOIS, MASSON Sonia et Patrick et de M. THOUVENIN concernent des agrandissements de structure inférieures à 150 USCOP/UMO et qu'il n'y a pas d'élément permettant de privilégier l'une des demandes,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Froide Fontaine composée de Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine est autorisée à exploiter 72 ha (parcelles 54 083 C132 p et 31 - 54281 AE 1p) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Froide Fontaine (Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JOLIVET - BONVILLER pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bonviller - Jolivet - Demande d'autorisation d'exploiter n°2351

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la concurrence porte sur 72 ha et qu'il convient donc d'appliquer les priorités prévues par l'article 2A du Schéma des structures, Considérant que les demandes concurrentes concernant des agrandissements de structure inférieure à 150 USCOP/UMO relèvent de la priorité 1 définie par cet article alors que la demande de M. BRUNO concerne une structure de 173,7 USCOP/UMO qui dépasse ce seuil et relève donc de la priorité 2,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur FRANCOIS Bruno n'est pas autorisé à exploiter 72 ha (parcelles 54 083 C132 p et 31 - 54281 AE 1p) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRANCOIS Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRANCOIS Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BONVILLER - JOLIVET pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bonviller - Jolivet - Demande d'autorisation d'exploiter n°2352

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la concurrence porte sur 72 ha et qu'il convient donc d'appliquer les priorités prévues par l'article 2A du Schéma des structures, Considérant que les demandes Monsieur et Madame MASSON Etienne et Blandine et de M. THOUVENIN concernent des agrandissements de structure inférieures à 150 USCOP/UMO et qu'il n'y a pas d'élément permettant de privilégier l'une des demandes,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de CHAMPEL composé de Madame, Monsieur MASSON Sonia et Patrick est autorisé à exploiter 72 ha (parcelles 54 083 C132 p et 31 - 54281 AE 1p) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de CHAMPEL (Madame, Monsieur MASSON Sonia et Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur MASSON Sonia et

Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BONVILLER - JOLIVET pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jolivet - Bonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2353

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la concurrence porte sur 72 ha et qu'il convient donc d'appliquer les priorités prévues par l'article 2A du Schéma des structures, Considérant que les demandes concurrentes MM. MASSON Sonia et Patrick et de MASSON Etienne et Blandine concernent des agrandissements de structure inférieures à 150 USCOP/UMO et qu'il n'y a pas d'élément permettant de privilégier l'une des demandes,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur THOUVENIN Thierry non soumis à exploiter 72 ha (parcelles 54 083 C132 p et 31 - 54281 AE 1p) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOUVENIN Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JOLIVET - BONVILLER pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Demande d'autorisation d'exploiter n°2377

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des GAUDINES composé de Mesdames, Messieurs HOUOT Jean Marie et Marie Odile, CONRARD Dominique et Christine, CLAUDEL Denis et Etienne, ZEN Pierre est autorisé à exploiter 10,56 ha (parcelles 54531 A153/154 - B22- C113/144/154/148/157/184/159 /202/203- D5/6/89/130/144/232/390/434/437/490 - ZD 23/26) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des GAUDINES (Mesdames, Messieurs HOUOT Jean Marie et Marie Odile, CONRARD Dominique et Christine, CLAUDEL Denis et Etienne, ZEN Pierre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames, Messieurs HOUOT Jean Marie et Marie Odile, CONRARD Dominique et Christine, CLAUDEL Denis et Etienne, ZEN Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - TRAMONT SAINT ANDRE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Tramont-Emy - Vicherey - Pleuvezain - Demande d'autorisation d'exploiter n°2363

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de l'Aroffe composé de Madame, Messieurs PETIT Jean Michel, Chantal, Dominique est autorisé à exploiter 73,87 ha (parcelles 49,52 ha en Meurthe-et-Moselle : nombreuses parcelles) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'Aroffe (Madame, Messieurs PETIT Jean Michel, Chantal, Dominique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs PETIT Jean Michel, Chantal, Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes

administratifs et en mairie de TRAMONT SAINT ANDRE - TRAMONT EMY - VICHÉREY - PLEUVEZAIN pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Buriville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2322

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les terrains objets de la demande ne sont pas libres d'occupation,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de l'Arc en Ciel composé de Messieurs MELLE Philippe et JOLE Dominique n'est pas autorisé à exploiter 1,45 ha (parcelles 54107 ZC 2) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'Arc en Ciel (Messieurs MELLE Philippe et JOLE Dominique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MELLE Philippe et JOLE Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BURIVILLE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Athienville - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2154

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL LE CHATELET composé de Madame, Monsieur HESSE Pierre et Pascale est autorisé à exploiter 13,13 ha (parcelles 54026 ZC 20/27-ZE10 - ZK 2/3/5/6/19/46/47 - ZI 11 - ZL 16 - 54285 ZE6/37/43) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL LE CHATELET (Madame, Monsieur HESSE Pierre et Pascale).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur HESSE Pierre et Pascale, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ATHIENVILLE - JUVRÉCOURT pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Boucq - Demande d'autorisation d'exploiter n°2302

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BURTE Frederic est autorisé à exploiter 29,86 ha (parcelles 54086 ZD 18/24/25 - ZE 3/4/9/20/21/25 - ZM35/36/81/82/85) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur BURTE Frederic).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BURTE Frederic, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BOUCQ pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Embarménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2341

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Santolines composé de Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre et Johan, RHOR Yannick est autorisé à exploiter 6,57 ha (parcelles 54177 ZA 54 (2ème partie) et T 113) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Santolines (Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre et Johan, RHOR Yannick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs COLET Janine, Pierre et Johan, RHOR Yannick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EMBARMÉNIL pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reillon - Veho - Demande d'autorisation d'exploiter n°2317

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Bonne Fontaine composé de Messieurs DECORNY Christian, RENARD Patrick et MESSENGER Jean Paul et Thibault est autorisé à exploiter 60,63 ha (parcelles 54452 ZD 88 - 54556 ZB4/15 - ZC5/6 - ZD23/33/34/ - ZE13- ZH3 - ZI 3/4/18/19 - ZK1) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Bonne Fontaine (Messieurs DECORNY Christian, RENARD Patrick et MESSENGER Jean Paul et Thibault).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DECORNY Christian, RENARD Patrick et MESSENGER Jean Paul et Thibault, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REILLON - VEHO pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Limey-Remenuville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2331

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MATHIOT Jean-Noël est autorisé à exploiter 7,89 ha (parcelles 54316 ZA 25 - ZN 4) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MATHIOT Jean-Noël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MATHIOT Jean-Noël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LIMEY REMENUVILLE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jaillon - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n°2330

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Cousin Pré composée de Madame et Monsieur VUILLAUME Estelle et Pascal est autorisée à exploiter 1,44 ha (parcelles 54016 C 568 - 54272 ZB 59) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL de Cousin Pré (Madame et Monsieur VUILLAUME Estelle et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur VUILLAUME Estelle et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - JAILLON - ANDILLY pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2338

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de MARAIMBOIS composé de Madame, Messieurs GUERARD Giselle, Jean Luc, BALTHAZAR Jean Claude est autorisé à exploiter 4,06 ha (parcelles 54119 ZK 20/23/26) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de MARAIMBOIS (Madame, Messieurs GUERARD Giselle, Jean Luc, BALTHAZAR Jean Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs GUERARD Giselle, Jean Luc, BALTHAZAR Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAREY pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Herbéviller - Saint-Martin - Blemerey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1612

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de la VIL composé de Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard est autorisé sous réserve d'installation avant fin 2008 à exploiter 18,26 ha (parcelles 54078 ZA 29/31 - ZB1 - ZC 34- ZH 17/18 - 54259 E100/101/102/103 - ZB58/170 - ZC5/25 - 54480 ZC51) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la VIL (Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur PATOUX Jacqueline et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HERBEVILLER - SAINT MARTIN - BLEMEREY pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xermaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n°2369

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE LA FOITERIE composé de Messieurs MARIN Christian et Patrick est autorisé à exploiter 3,27 ha (parcelles 54595 ZN 19) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA FOITERIE (Messieurs MARIN Christian et Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MARIN Christian et Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - XERMAMENIL pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 5 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2372

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de Rosebois composé de Messieurs SESMAT Benoît, Mathieu et Marc est autorisé à exploiter 142,89 ha (parcelles Nombres parcelles de M. HOUOT sur Champenoux et Amance - 54113 A239 p - B69p/239 - D88/91/97/98/113) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Rosebois (Messieurs SESMAT Benoît, Mathieu et Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs SESMAT Benoît, Mathieu et Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMPENOUX - AMANCE pour affichage.

Nancy, le 5 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Neuville-lès-Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2270

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que, conformément à cet article, les demandes de M. RENAUX et du GAEC de LAVAL relèvent de la priorité 1 alors que la demande du GAEC DE BARBEZIEUX est du rang de priorité 7,

Considérant que seules les parcelles ZB 70/71/72 et ZE 39/40 à Neuville les Badonviller pour une surface de 9.23 ha ne font pas l'objet de concurrence,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de BARBEZIEUX composé de Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier)

- n'est pas autorisé à exploiter 29.1 ha (parcelles ZM36/37/52 - ZO40 à Autrepierre, ZE 37 à Neuville les Badonviller),

- est autorisé à exploiter 9.23 ha (parcelles ZB 70/71/72 - ZE 39/40 à Neuville les Badonviller), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de BARBEZIEUX (Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AUTREPIERRE - NEUVILLER LES BADONVILLER pour affichage.

Nancy, le 14 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Repaix - Neuville-lès-Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2324

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface des terrains antérieurement exploités par M DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la demande a pour but l'installation aidée de M. L'HOTE et que, conformément à l'article 2B du Schéma directeur départemental des structures, l'installation d'un jeune agriculteur relève de la priorité 1 alors que les agrandissements relèvent de la priorité 7,

Considérant donc que la demande du GAEC DE LAVAL est prioritaire au regard du Schéma Départemental des Structures

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de LAVAL composé de Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François est autorisé à exploiter 3.66 ha (parcelle ZE 37 à Neuville les Badonvillers) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du LAVAL (Madame, Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs L'HOTE Elisabeth, Thierry, Jean François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AUTREPIERRE - REPAIX - NEUVILLER LES BADONVILLER pour affichage.

Nancy, le 14 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 14 novembre 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fraignes-en-Saintois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2368

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que M. FLORENTIN exploite déjà des parcelles contiguës aux parcelles ZB 78 et 79 et que, conformément à l'article 1 du Schéma directeur départemental des structures, l'aménagement parcellaire constitue l'un des objectifs du contrôle des structures et qu'il convient donc de privilégier la demande de M. FLORENTIN sur ces parcelles,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur FLORENTIN Fabrice est autorisé à exploiter 2.3 ha (parcelles ZB 78/79 - ZD 60/62 à Fraignes en Saintois) conformément à la demande qu'il a déposée.

Cette décision annule et remplace la décision datée du 5 novembre 2007

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLORENTIN Fabrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FLORENTIN Fabrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRAIGNES EN SAINTOIS pour affichage.

Nancy, le 14 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

Extrait de l'arrêté n° 2007/340 du 16 novembre 2007 fixant le stabilisateur départemental des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2007 dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification des droits à engager relatifs à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels.

Art. 2 : Le stabilisateur pour la campagne est de 0,9400

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur général du CNASEA sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 16 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 12 novembre 2007 autorisant la réalisation d'aménagements pour la gestion des eaux pluviales du plateau de la ville haute sur les communes de Maxéville et Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 30 jours en mairies précitées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : objet

La société SOLOREM est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent arrêté et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux liés à la gestion des eaux pluviales du plateau de la ville haute (schéma d'aménagement en annexe 1).

Art. 2 : rubriques concernées par les travaux

Rubrique	Intitulé	Seuil	Régime	Volume du projet
5.3.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant :	Supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation	La superficie totale étant de 90 ha
6.4.0	Création d'une zone imperméabilisée, supérieure à 5 ha d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation		Autorisation	7,1 ha

Art. 3 : situation des travaux

Les travaux seront réalisés sur les communes de :

- Maxéville au lieu-dit « les carrières » (parcelles AM66, AM68, AM71, AM73) ;
- Nancy au lieu-dit « rue Laurent Bonnevay » (parcelles AB638, AB641, AB643).

Art. 4 : caractéristiques des travaux

Les travaux et ouvrages, qui seront réalisés conformément au projet déposé et soumis à enquête publique, comprennent notamment :

4.1 : les travaux de collecte des eaux de surface au droit du plateau de la ville haute

La collecte des eaux de surface du site se fera par l'intermédiaire de fossés enherbés implantés de part et d'autre des voiries, le long des parcs et autour du centre pénitentiaire (schéma du réseau de fossés en annexe 2).

Ces fossés permettront :

- l'infiltration directe des eaux de ruissellement suivant la perméabilité des terrains sous-jacents ;
- une réduction des masses de polluants chroniques déversées ;
- un stockage temporaire des eaux non infiltrées en cas de pluie supérieure à une pluie décennale par mise en charge des fossés ;
- un acheminement des eaux vers les exutoires terminaux en cas de fortes pluies en formant un réseau maillé.

Ces fossés auront les caractéristiques suivantes :

- forme trapézoïdale ;
- pente comprise entre 0,15 et 4,2 %. Pour les pentes les plus importantes, des petites chutes seront aménagées afin de diminuer la pente du fil de l'eau, de faire perdre de l'énergie à l'effluent et de permettre la réoxygénation de ce dernier ;
- le fond sera composé d'un mélange perméable de sable et de terre (perméabilité comprise entre 10^{-4} à 10^{-5} m/s) ;
- un drain sera installé à la base afin d'assurer une bonne répartition des eaux au sein du massif filtrant et de limiter la teneur en eau résiduelle au fond du fossé.

Les berges des fossés seront végétalisées comme suit :

- arbres et arbustes (type érable, fresnes, sorbier, peuplier, hêtre, marronnier, tilleul) sur les accotements ;
- gazon et saules blancs sur les talus.

4.2 : les exutoires terminaux des eaux de surface

4.2.1 : les fossés drainants autour des terrains de sport

Ces ouvrages stockeront les eaux pluviales, non infiltrées lors de leur acheminement le long des voiries, de la moitié Ouest de la zone.

Ces fossés seront réalisés dans les mêmes conditions que les fossés décrits dans l'article 4.1.

4.2.2 : le bassin périphérique autour du centre pénitentiaire

Ce bassin collectera les eaux du centre pénitentiaire, ainsi que les eaux acheminées par le réseau de fossés en cas de fortes pluies. Ce bassin sera aménagé en bassin d'agrément.

Pour lutter contre la pollution accidentelle, les eaux seront traitées dans des ouvrages béton étanches type déshuileurs complétés par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'agrément.

Pour une pluie de retour entre 10 et 20 ans, des tranchées permettront également d'infiltrer les eaux pluviales.

Ainsi, le bassin sera bordé de part et d'autre, en partie hautes des versants, par une tranchée drainante (dimension 1m x 1.5 m) permettant l'évacuation rapide et répartie des eaux de débordements lorsque le niveau des plus hautes eaux dans le bassin dépassera la cote de 320,50 m NGF (cote de retenue des eaux du bassin, y compris le marnage).

Des puits d'infiltration seront installés pour évacuer les pluies au delà de la pluie vicennale. Ces puits seront réalisés :

- dans le parc des sports parallèlement à la rue de l'Est et à la rue de l'Ouest,
- dans les jardins familiaux à l'Est du centre pénitentiaire.

Un dispositif de vidange du bassin périphérique du centre pénitentiaire sera réalisé en connexion par des puits d'infiltration. Ce dispositif permettra également l'inspection et la réparation de la membrane d'étanchéité du bassin si nécessaire.

Afin d'éviter l'eutrophisation excessive du canal pouvant être à l'origine de problèmes de salubrité publique (prolifération d'algues, apparitions de nuisibles tels que les insectes, moustiques... ou apparitions d'odeurs) les eaux du canal seront réoxygénées.

La réoxygénation se fera par l'intermédiaire de quatre puits localisés aux quatre angles du canal, placés extérieurement et munis chacun d'une pompe immergée de 80 à 85 m3/h.

Ces puits seront alimentés par une canalisation immergées de quelques centimètres du fond du canal. L'eau aspirée sera réinjectée dans le canal par des petits ruisseaux répartis le long de l'ouvrage.

Chaque ruisseau sera indépendant ; ceux localisés cotés prison seront actionnés depuis la berge d'en face (schéma de principe en annexe 3). Toutes les sorties d'eau pourront fonctionner simultanément.

La réoxygénation quotidienne représentera 15% du volume (soit 2 700 m3) et sera réalisée pendant 10 heures la nuit. Pendant les périodes chaudes, l'installation pourra traiter jusqu'à 2 fois 10 heures par pompage.

4.2.3 : le cas particulier de l'aire d'accueil des gens du voyage

Les eaux précipitées au droit de l'aire d'accueil des gens du voyage ne seront pas acheminées vers les deux exutoires terminaux cités plus haut.

Le recueil des eaux pluviales se fera par l'intermédiaire de fossés drainants longeant les emplacements dont le rôle sera double :

- permettre l'infiltration de l'ensemble des eaux de ruissellement (voiries, espaces verts) ;
- assurer un stockage temporaire des eaux en cas de fortes pluies (supérieure à décennale) avant infiltration dans les terrains.

Toutes les eaux de ruissellement seront infiltrées dans le sol.

Les fossés drainants seront composés de matériaux drainants de faible granulométrie en surface et de matériaux grenus en partie inférieure.

4.3 : la gestion des eaux pluviales du centre pénitentiaire

L'ensemble des eaux sera acheminé vers le bassin d'agrément qui entourera le centre pénitentiaire.

Le système est composé de deux zones de collecte :

4.3.1 : à l'intérieur du mur d'enceinte

L'amenée des eaux se fera par l'intermédiaire de noues végétalisées situées au sein des espaces verts. Les eaux seront dirigées vers le bassin périphérique via des collecteurs de faible diamètre, dont le diamètre maximal sera de 250 mm.

Compte tenu de la perméabilité des noues (10^{-4} m/s), les eaux s'infiltreront pour des pluies jusqu'à une occurrence vicennale.

4.3.2 : à l'extérieur du mur d'enceinte

Il s'agit des eaux de parking pour le personnel et les visiteurs. Elles seront canalisées au sein d'un réseau en tuyau semi-drainant, composés d'une partie inférieure étanche (collecteur de petit diamètre) et d'une partie supérieure drainante. Dans ce cas la partie supérieure correspond à une noue ou fossé d'infiltration.

Ces eaux seront dépolluées de leurs hydrocarbures par un déboureur déshuileur avant leur rejet dans le bassin périphérique.

Art. 5 : mesures de sauvegarde

5.1 : mesures générales

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages et fossés seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

5.2 : mesures spécifiques au projet

Afin de limiter au maximum les problèmes de salubrité publique liés au bassin d'agrément autour du centre pénitentiaire, dont notamment, empêcher la prolifération d'insectes, ce bassin sera vidangé et curé aussi souvent que nécessaire.

Si l'autorité sanitaire juge que la prolifération d'insectes ou de nuisibles est excessive elle en avertira le service chargé de la police de l'eau qui pourra imposer une fréquence de vidange, nettoyage, curage et épandage de larvicides agréés au niveau de ce bassin d'agrément.

Art. 6 : contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Art. 7 : mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 8 : réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 9 : clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 10 : modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 11 : recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

Art. 12 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et les

maires de Nancy et Maxéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SOLOREM (pétitionnaire).

Une copie sera transmise pour information au président de la communauté urbaine du grand Nancy, au directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de Nancy et Maxéville.

Nancy, le 12 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Arrêté du 21 novembre 2007 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2008 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.P.M.A. GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMES-ET-VILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieu-dit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf moulin », soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9: derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadere au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT
LA MEURTHE	DOMBASLE-SUR-MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	1 120 m rive gauche uniquement en amont du barrage du moulin noir.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	MARON	En rive gauche uniquement entre la confluence de l'ancienne MOSELLE jusqu'en amont du pont de MARON, soit 538 m.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	VILLEY-LE-SEC	En rive droite uniquement, aval du camping anciennement "la plage" soit 78 m. Rive droite uniquement, amont du grillage du camping soit 551 m.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieu-dit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2 750 m.	NANCY
LE CANAL DE L'EST	MESSEIN	Au niveau du port, rive gauche uniquement sur 800 m.	NANCY
LA MOSELLE	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	Rive gauche : de l'amont du barrage sur 1 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	NEUVES MAISONS	Rive droite uniquement en amont du Pont du Crassier, soit 1 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	PONT-SAINT-VINCENT	Aval du pont jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	MARON	Rive droite uniquement : de l'aval du parcours pour handicapés sur 250 m en aval	NANCY
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive droite : des pompes à l'ASPTT soit 2 600 m.	NANCY
LA MOSELLE	FROUARD	De 50 m de l'écluse du Clévant sur 800 m en amont	NANCY
LA MOSELLE	CHAUDENEY-sur-MOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre la Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES TOUL	Rive droite : de la « queue de chat » à l'aval immédiat de l'étang DOILLON, soit 800 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la goulotte de Dommartin-lès-Toul, soit 400 m.	TOUL

LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers de service de la Navigation jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5 900 m.	TOUL
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1200 m (pK 334,83 à 336,03) lot 34	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m. Rive droite, 50 amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m. PK 333,60 à 337,60. Lot 40	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	PAGNY-SUR-MOSELLE	En rive droite, de 50m en aval du seuil de VANDIERES jusqu'au PK 317 soit environ 1 800 m, lot 58.	PAGNY-SUR-MOSELLE
LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'à 2 800 m en amont, lot 57.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE CANALISEE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et le pont de la centrale de BLENOD (PK333,33 à 332,25)	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
ANCIEN CANAL	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2000 m. Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329)	PONT-A-MOUSSON
L'ORNE	HATRIZE	Rive gauche uniquement, du pont du chemin de fer à TICHEMONT au déversoir du moulin à HATRIZE, soit 2000 m environ.	JOEUF-HOMECOURT
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau «Le Petit Rhin» à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2000 m.	JOEUF-HOMECOURT
ETANG DE JOUDREVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 850 m.	JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	BRIEY

Art. 2 : Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Art. 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Art. 4 : La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Art. 5 : Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Frouard, Hatrize, Joudreville, Liverdun, Maron, Messein, Neuves-Maisons, Ormes-et-Ville, Pagny-sur-Moselle, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Toul, Valleroy, Vandières, Viller-le-Sec, Xeulilly et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de

gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Art. 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, environnement et développement rural

Extrait de l'arrêté n° 2007/323 du 22 octobre 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l' ACCA de Labry est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Labry	ZA	N° 30 à 35 ; 66 à 69 ; 77 ; 98 ; 101 ; 102 ; 105 ; 106 ; 109 ; 110 ; 113 ; 114 ; 117 ; 118 ; 121 ; 122 ; 125 ; 126 ; 129 ; 130 ; 133 ; 134 ; 137 ; 138 ; 141 ; 142 ; 146 ; 149 ; 150 ; 153 ; 154 ; 157 ; 158 ; 161 ; 162 ; 165 ; 166 ; 169 ; 170 ; 173 ; 174 ; 177 ; 178 ; 181 ; 182 ; 191 à 196 et 200

représentant une superficie totale de 43 ha 96 a 09 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Labry.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Labry sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Labry par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de commune de Labry sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de l'association communale de chasse agréée de Labry, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et au président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/325 du 23 octobre 2007 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Villers-lès-Nancy	AN	5 partie	Bois Saint-Georges	1,1144	Villers-lès-Nancy

Art. 2 : La parcelle mentionnée en objet devra être boisée avant le printemps 2008.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 23 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/326 du 23 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Champigneulle	C	174	Les Fourasses	0,01	Champigneulle

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Champigneulle.

Nancy, le 23 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/327 du 23 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 17 janvier 1973 sont abrogées.

Art. 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mars-la-Tour.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Mars-la-Tour par les soins du maire.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Mars-la-Tour sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de l'association communale de chasse agréée de Mars-la-Tour, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au président de la fédération départementale des chasseurs et à Mme BACK, directrice de la maison de retraite Saint-Dominique de Mars-la-Tour.

Nancy, le 23 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Les annexes 1 et 2 sont consultables à la DDAF - service de la chasse - 45, rue Ste-Catherine - 54043 Nancy cedex

Extrait de l'arrêté n° 2007/328 du 23 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Villers-lès-Nancy	AO	70	Bd de Baudricourt	0,4348	Villers-lès-Nancy
Commune de Villers-lès-Nancy	AO	182	La Côte de Villers	0,0654	Villers-lès-Nancy
Commune de Villers-lès-Nancy	AO	183	La Côte de Villers	0,6142	Villers-lès-Nancy

sous réserve de l'acquisition par la commune, dans un délai de deux ans de parcelles boisées ou à reconstituer, après accord de la DDAF et de l'ONF sur leur localisation, et de l'engagement d'y demander l'application du régime forestier.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 23 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/331 du 30 octobre 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Lexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieu-dit		
Commune de Lexy	ZC	41 pie	Cote du Moulin	0,7	Lexy

sous réserve d'acquisition par la commune, dans un délai d'un an d'une surface boisée susceptible d'aménagement et d'exploitation régulière au moins égale à la surface sur laquelle porte la demande de distraction et à y demander l'application du régime forestier.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Lexy.

Nancy, le 30 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/332 du 31 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 4 octobre 1996 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Trieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'annexe 1 de l'arrêté du 04 octobre 1996 est abrogée.

Art. 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Trieux.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Trieux par les soins du maire.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Trieux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de l'association communale de chasse agréée de Trieux, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au président de la fédération départementale des chasseurs et à M. DEMMER Julien.

Nancy, le 31 octobre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

L'annexe n° 1 est consultable à la DDAF - service de la chasse - 45, rue Ste-Catherine - 54043 Nancy cedex

Extrait de l'arrêté n° 2007/338 du 12 novembre 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Bouvron

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Bouvron est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Bouvron	ZD	N° 14 à 19
	ZE	N° 2 à 4 ; 13
	ZH	N° 8

représentant une superficie totale de 77 ha 03 a 59 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Bouvron.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Bouvron sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Thélod par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Bouvron sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Bouvron
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 12 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/341 du 13 novembre 2007 autorisant le tir du Grand cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2007/2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;
Considérant les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1), sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que sur le domaine public fluvial de la Moselle, de la Meurthe et de la Vezouze ;
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées : sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne.

Art. 2 : Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux suivants :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs : 800 oiseaux ;
- pour la protection d'espèces de poissons menacées : 150 oiseaux.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Art. 3 : Le chef du service départemental de l'ONEMA est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

I - Dispositions communes

Art. 4 : Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à Nancy jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau jusqu'à dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau, ainsi qu'une semaine avant les opérations de dénombrement national, soit pour la présente campagne :
 - . le 14 novembre 2007 . du 7 au 13 janvier 2008 (comptage national)
 - . le 18 novembre 2007 . le 16 janvier 2008
 - . le 12 décembre 2007 . le 13 février 2008
 - . le 16 décembre 2007 . le 17 février 2008
 - . le 16 mars 2008

- le tir est interdit :

- . sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
- . en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Art. 5 : Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Art. 6 : Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Art. 7 : Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) : Tél/fax : 03 83 82 67 78

Mél : sd54@onema.fr

- ou au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) : Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncsf.gouv.fr.

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONEMA responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport des oiseaux bagués par le tireur.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Art. 8 : A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au Service départemental de l'ONEMA, qui en assurera la synthèse et la transmettra à la DDAF pour le 15 mai.

Art. 9 : Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Art. 10 : Sont considérées comme piscicultures extensives :

- les exploitations ayant pour objet l'élevage de poissons destinés à la consommation, au repeuplement, à l'ornement, à des fins expérimentales ou scientifiques ainsi qu'à la valorisation touristique,
- les plans d'eau exploités pour la production de poissons, en dehors de ceux communiquant avec les cours d'eau, canaux et ruisseaux.

Art. 11 : Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits
- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Art. 12 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

Art. 13 : En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

Art. 14 : Sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent, encadrés par des agents assermentés (agents de l'ONEMA, de l'ONCFS ou lieutenants de louveterie).

Art. 15 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2 bis).

Art. 16 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- au délégué régional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au directeur du service de la navigation du nord-est
- au directeur de voies navigables de France

Nancy, le 13 novembre 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Les annexes sont consultables à la DDAF - service forêt, environnement et développement rural, 45 rue Ste-Catherine - 54043 Nancy cedex.

Rappel : L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides (marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau).

Décision du 24 octobre 2007 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, désignant un nouvel estimateur et fixant la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier pour la campagne 2007

Lors de la séance du 24 octobre 2007, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2007 :

Liste des estimateurs (additif)

M. Jean-François MOUREAU

Barème d'indemnisation (2^{ème} partie)

Productions biologiques

- prairies perte de fourrage prairie artificielle 16,50 euros/q
- prairie naturelle 14,85 euros/q

- autres productions : cf. barème PROBIOLOR

Céréales et oléo-protéagineux	Blé meunier	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	Avoine	Seigle	Triticale	Colza	Pois	Féveroles
En euros/q	19,60	17,90	24,50	21,00	16,40	16,80	16,80	28,90	19,10	25,10

Dates limites d'enlèvement des récoltes :

- céréales (sauf maïs) : 15 septembre
- pois : 15 septembre
- colza d'automne : 15 septembre
- colza de printemps : 1er octobre
- maïs fourrage : 1er novembre
- tournesol : 15 novembre
- maïs grain : 1er décembre
- féveroles : 1er décembre
- betteraves sucrières : 1er décembre
- choux fourragers : 1er mars

Nancy, le 24 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lorraine

Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 74 en date du 10 juillet 2007 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Art. 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 74 du 10 juillet 2007 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service régional et le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Avenant n° 74 du 10 juillet 2007 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – idCC : 9541

Entre :

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
 - le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine
 - la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle
- d'une part,

et,

- l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.
 - l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.
 - l'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.
 - la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C.
- d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er} : A compter du 1^{er} juillet 2007, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

ANNEXE II
Convention collective de travail des exploitations
de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

Art. 1^{er} :

A compter du 1^{er} juillet 2007 l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,44 € depuis le 1^{er} juillet 2007.

BAREME DES SALAIRES AU TEMPS
(article 12 de la convention collective)

A compter du 1^{er} juillet 2007, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

SALAIRES DES OUVRIERS

Positions	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I - échelon A	8,44	1 280,09
Niveau I - échelon B	8,47	1 284,64
Niveau II - échelon A	8,53	1 293,75
Niveau II - échelon B	8,59	1 302,85
Niveau III - échelon A	8,63	1 308,91
Niveau III - échelon B	8,74	1 325,60
Niveau IV - échelon A	8,94	1 355,93
Niveau IV - échelon B	9,14	1 386,26

SALAIRES DES CADRES

Catégories	Indices	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Cadre du 3 ^{ème} groupe	180	9,37	1 421,15
Cadre du 3 ^{ème} groupe	225	10,11	1 533,38
Cadre du 2 ^{ème} groupe	280	11,89	1 803,36
Cadre du 1 ^{er} groupe	350	14,51	2 200,73

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE
(article 18 de la convention collective).

Chapitre 1 : Base de calcul

Base de calcul : taux horaire du niveau I – échelon A + indemnité de congés payés de 10 % soit au 1.07.2007 : 8,44 € + 0,84 € = 9,28 €

Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

- ① Mirabelles cueillies : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos
0,29 € le kilo, soit 4,64 € la caisse
Mirabelles cueillies sur vergers piétons : gré à gré
Mirabelles ramassées et triées : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos
0,16 € le kilo, soit 2,56 € la caisse
Mirabelles tout venant : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos
0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse
- ② Quetsches cueillies : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos
0,15 € le kilo, soit 2,40 € la caisse
Quetsches ramassées et triées : 80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos
0,12 € le kilo, soit 1,92 € la caisse
Quetsches tout venant : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos
0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse
- ③ Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes

Première et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,93 € le kilo
Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,62 € le kilo

- ④ Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées :
Pommiers de moins de 3 mètres 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo
- ⑤ Framboises de plein air en barquettes : 3,5 kilos à l'heure, soit 2,65 € le kilo
- ⑥ Myrtilles : 5,5 kilos à l'heure, soit 1,69 € le kilo
- ⑦ Cerises :
Cerises douces :
- Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kg à l'heure, soit 0,62 € le kilo
- Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,78 € le kilo
Cerises acides : 9 kilos à l'heure, soit 1,04 € le kilo

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Art. 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juillet 2007

Ont, après lecture, signé :

- pour la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles : M. MARIN Pierre
- pour la Fédération départementale des CUMA : M. ROESER Daniel
- pour le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine : M. ROMAC Eric
- pour l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C. : Mme CLAUDEL Solange, M. GOURY Pierre
- pour l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : Mme BEYNA Christine
- pour le Syndicat Général des Salariés de l'Agriculture C.F.D.T. : Mme LANDAIS Jacqueline
- pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. : M. MORIUS Jean-Luc, M. MULLER Pierre, M. VIOLET Michel.

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Nancy, le 27 juillet 2007.

Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme

Arrêté du 6 novembre 2007 portant déclaration d'utilité publique - Communauté Urbaine du Grand Nancy - Déviation de Malzéville, section rue Pasteur-viaduc Louis Marin, sur les communes de Malzéville et de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 122-1 à L 122-3, L 123-1 à L 123-16, les articles L 220-1 à L 220-2, L 579-8, le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 et les articles R 122-2 à R 122-3, R 123-1 à R 123-23 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles R 11-1 à R 11-3 et R 11-14 à R 11-14-14 ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu les plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de MALZEVILLE et de SAINT MAX ;

Vu la délibération n° 11 du 7 juillet 2006 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy demandant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 2006 du tribunal administratif de NANCY désignant le commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, les autres pièces du dossier, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu le rapport et l'avis du commissaire enquêteur du 15 janvier 2007 ;

Vu la délibération n° 26 du conseil de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 4 mai 2007 confirmant le projet et demandant la déclaration d'utilité publique ;

Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération ;

Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Équipement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la déviation de Malzéville, section rue Pasteur-viaduc Louis Marin, conformément au plan au 1/80^e ainsi qu'au document justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Malzéville, au maire de Saint-Max, à Jacques KREBS, commissaire enquêteur, au président du tribunal administratif, à la directrice des archives départementales et au directeur départemental de l'équipement.

Nancy, le 6 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

**Document exposant les motifs et considérations
justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération**

1. L'opération et ses objectifs

L'opération constitue la section médiane manquante de la déviation de Malzéville devant relier Nancy à la RD32 à Pixérécourt, section rue Pasteur – viaduc Louis Marin.

Elle se raccorde au nord à la section rue Pasteur – carrefour de Pixérécourt, réalisée et pas encore mise en service, et au sud au viaduc Louis Marin, en service. Ce dernier assure actuellement une liaison importante entre l'est de la Ville de Nancy et Malzéville, Saint-Max et Essey à l'est, le bassin de Pompey et A31 au nord.

La réalisation de ce chaînon routier manquant rendra pleinement opérationnelle la déviation de Malzéville, en permettant les échanges entre Nancy et le bassin de Pompey, la RD 321 et A31. Ce trafic évitera la traversée actuelle de Malzéville par des rues étroites (rue de la République – rue Sadi Carnot et rue de l'Eglise – rue Colonel Driant). La sécurité des usagers et des riverains et la qualité de vie de ses habitants seront nettement améliorées.

Le trafic moyen journalier atteint 13 000 véhicules dans les deux sens.

La réalisation de cette section permettra ainsi de mettre en service une nouvelle liaison routière structurante du réseau de voirie de l'agglomération de Nancy.

2. Le projet déclaré d'utilité publique

Le projet présenté dans le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est intitulé variante adaptée.

D'une longueur de 570m environ, il est constitué d'une chaussée dimensionnée pour une file de circulation par sens en section courante et de deux files à l'approche des carrefours, l'une d'entre elles étant alors destinée à faciliter les mouvements tournants.

Il est bordé à l'ouest par une piste cyclable bidirectionnelle, à l'est par un cheminement piéton qui sera affiné en fonction des propositions d'aménagement du parc de l'Abiétinée.

La trémie couverte d'une longueur de 80 m environ démarre à la hauteur de la rue des Alouettes et se prolonge vers le Nord. L'aménagement de cette dalle permet de rétablir la continuité visuelle et fonctionnelle (cheminements piétons) entre les parties est et ouest du projet.

Entre la rue Pasteur et le parc de l'Abiétinée, la voie est en déblais et atteint une profondeur maximale de 8,80 m par rapport au terrain naturel.

La vitesse, sur cette section sera limitée à 50 km/h.

La circulation des matières dangereuses et des poids lourds en transit sera interdite. Comme pour toutes les autres voies de l'agglomération, seul le trafic poids lourds interne sera autorisé.

3. Les principales mesures prises en faveur de l'environnement

Les mesures compensatoires vis-à-vis du milieu physique et de l'ambiance sonore sont prévues :

- les rejets de la plate forme routière seront évacués après traitement en qualité, vers le milieu naturel en seul et unique point de rejet la Meurthe,
- des protections acoustiques seront mises en œuvre pour les bâtiments existants,
- s'agissant du milieu naturel, en particulier du parc de l'Abiétinée, des mesures de valorisation seront mises en œuvre :
 - . reconstitution d'un abord végétal de qualité aux abords du parc,
 - . plantations ou transplantations des individus remarquables lorsque cela est possible,
 - . proposition d'acquisition du parc par la CUGN pour valoriser et ouvrir le parc au public,
 - . projet de classement en cours,
- s'agissant du milieu humain, la suppression des accès au lotissement du Nid sera compensée par le maintien d'une entrée depuis la déviation, la sortie s'effectuant par la rue Mozart au droit de la résidence St Michel. La couverture de la voie avec ses aménagements urbains permettra de garder un caractère urbain à l'environnement de la résidence,
- s'agissant de l'insertion paysagère du projet, tant pour les riverains que pour les usagers, la CUGN a prévu de confier une mission spécifique à un architecte et à un paysagiste.

Le plan au 1/80° mentionné à l'article 1er est consultable à la Direction départementale de l'équipement - Service aménagement, risques et urbanisme.

Direction des services fiscaux**Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 6 novembre 2007**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les opérations de conservation cadastrale, concourant à la mise à jour des bases des impôts directs locaux, des diverses taxes assimilées et à l'actualisation du plan cadastral, seront effectuées dans l'ensemble des communes du département pour la période du 01/01 au 31/12/2008.

La programmation, l'exécution et le contrôle des opérations de conservation cadastrale seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Les périodes d'intervention en commune et l'identité des agents chargés des travaux, seront portées à la connaissance préalable du Maire au moins 15 jours avant la date des opérations.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie au moins 10 jours avant le début des travaux pour information des administrés.

Art. 4 : Les agents chargés des opérations de conservation cadastrale, dûment accrédités, peuvent être amenés à réaliser, dans le respect des dispositions légales, des travaux topographiques dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire des communes du département. Ces agents devront être porteurs d'une ampliation du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur des Services Fiscaux et les Maires du département sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 de modification des limites territoriales des communes d'Abbeville-lès-Conflans, Boncourt et Conflans-en-Jarnisy suite à remembrement sur la commune de Boncourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les modifications de limites territoriales entre les communes d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS, BONCOURT et CONFLANS-EN-JARNISY (arrondissement de BRIEY, canton de CONFLANS-EN-JARNISY) sont approuvées conformément au plan et aux délibérations annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

Art. 3 : Les conseils municipaux d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS, BONCOURT et CONFLANS-EN-JARNISY sont maintenus en fonction.

Art. 4 : La modification des limites territoriales des communes d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS, BONCOURT et CONFLANS-EN-JARNISY n'entraîne aucun transfert de population.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes d'ABBEVILLE-LES-CONFLANS, BONCOURT et CONFLANS-EN-JARNISY et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté du 13 novembre 2007 renouvelant l'agrément de la licence d'agence de mannequin à Madame Danièle POUTEAUX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demanderesse remplit les conditions légales requises,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence n° 54/04/01 est renouvelée pour une durée de trois ans au bénéfice de Madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. DANIELE MODELS AGENCY sous le n° 54/07/01 à partir du 20 octobre 2007.

Art. 2 : Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1^{er} est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 763-27 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 763-25 du même code.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

Nancy, le 13 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service interrégional de la navigation du nord-est

Extrait de l'arrêté du 19 novembre 2007 désignant le responsable de l'Agence Nationale des Fréquences du service régional de Nancy membre de jury d'examen au certificat restreint de radiotéléphoniste au service mobile fluvial

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de constituer un jury d'examen pour la délivrance d'un certificat restreint de radiotéléphoniste du service mobile fluvial,

ARRETE

Art. 1^{er} : Au vu de la liste des responsables de l'Agence Nationale des Fréquences pour l'organisation, la surveillance et la correction des examens, est désigné membre du jury d'examen au certificat restreint de radiotéléphoniste au service mobile fluvial :

- M. Christian JEANDEL

Responsable de l'Agence nationale des fréquences – Service régional de Nancy
Technopôle de Brabois – 7, Allée de Longchamp
54603 Villers-lès-Nancy cedex

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie sera adressée pour information :

- aux Préfets de la Région Lorraine, des Ardennes, de Haute-Saône, de la Marne, de la Meuse, de la Moselle, et des Vosges, du Bas Rhin, du Haut Rhin et du Territoire de Belfort
- au Directeur des transports maritimes, routiers et fluviaux

- à Gérard JOUET de l'ANFR, directeur des conventions avec les affectataires,
78, Avenue du Général de Gaulle - 94700 Maisons Alfort
- au Chef du Service Navigation du Nord-Est.
Nancy, le 19 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

AUTRES SERVICES

Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale

Décision A. 99.043 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) et tendant à la réformation du jugement n° 95-113 en date du 7 mars 1997 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a statué sur son recours dirigé contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 23 mai 1995 déterminant pour l'année 1995 la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ainsi que d'ateliers de réentrainement au travail gérés par l'association requérante ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) est rejetée.

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2000.018 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) qui demande l'annulation du jugement n° 96-156 NC 54 en date du 4 juin 1999 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a rejeté ses conclusions tendant à la réformation de l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 23 mai 1996 en tant qu'il a fixé pour l'année 1996 le montant de la dotation globale de financement des ateliers de réentrainement au travail du Centre d'adaptation à la vie active (CAVA) gérés par l'association requérante ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée.

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2000.019 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) et tendant à l'annulation du jugement n° 97-096 NC 54 en date du 4 juin 1999 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a rejeté sa requête dirigée contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 21 avril 1997 fixant pour l'année 1997 le montant de la dotation globale de financement des ateliers de réentrainement au travail du Centre d'adaptation à la vie active (CAVA) géré par l'association ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée.

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2001.009 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) et tendant à l'annulation du jugement n° 98-156 NC 54 en date du 31 mars 2000 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a rejeté son recours dirigé contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 9 novembre 1998 fixant pour l'année 1998 le montant de la dotation globale de financement des ateliers de réentrainement au travail gérés par l'association requérante ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée.

Délibéré le 28 septembre et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2001.010 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) et tendant à la réformation du jugement n° 99-054 NC 54 en date du 31 mars 2000 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a partiellement rejeté son recours dirigé contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 19 avril 1999 fixant pour l'année 1999 le montant de la dotation globale de financement des ateliers de réentrainement à l'effort gérés par l'association requérante ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée.

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2002.025 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) et tendant à l'annulation du jugement n° 00-047 NC 54 du 14 septembre 2001 par lequel la Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de Nancy a rejeté son recours dirigé contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 12 mai 2000 fixant pour l'année 2000 le montant de la dotation globale de financement des ateliers de réentrainement à l'effort gérés par l'association requérante ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée.

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Décision A. 2003.036 (extraits) - Séance du 28 septembre 2007

Affaire : Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA) contre Préfet de Meurthe-et-Moselle

Requête présentée par l'Association lorraine d'aide aux sans abris (ALASA), représentée par son président ; l'Association demande à la Cour nationale 1/ de réformer le jugement en date du 26 avril 2002 par lequel le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy n'a fait que partiellement droit aux conclusions de son recours dirigé contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 juillet 2001 fixant pour l'année 2001 le montant de la dotation globale, d'une part, de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) à 5 554 822 F et, d'autre part, des ateliers de réentrainement à l'effort à 2 562 001,37 F ; 2/ de réformer ledit arrêté, en portant, respectivement, ces dotations à 5 652 001,37 F et 2 653 575,34 F ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : La requête de l'Association lorraine d'aide aux sans abris est rejetée ;

Délibéré le 28 septembre 2007 et lu en séance publique à la même date.

Le président,	Le rapporteur,	Le greffier,
A. BACQUET	S. GALLEE	V. GUILLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Décision de délégation de signature du 27 novembre 2007

Le directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant Monsieur Benoît PERICARD en qualité de Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Art. 2 : Donne délégation à Mme Dominique CAPPELLI, Directeur de la Logistique, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction de la Logistique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires ;
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances ;
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation prend effet à la date du 1^{er} décembre 2007 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 27 novembre 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Décision n° 691/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Michel WILLAUME, directeur adjoint, chargé de la direction des ressources humaines et des services économiques et logistiques

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Michel WILLAUME, directeur adjoint, chargé de la Direction des Ressources Humaines et des Services Economiques et Logistiques, à l'effet de signer :

- d'une part, tous les documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses du Centre Hospitalier,
- d'autre part, tous les documents relatifs à la liquidation et à l'émission des titres de recettes du Centre Hospitalier.

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Michel WILLAUME, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité.

En l'absence de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur par intérim, délégation est donnée à Monsieur WILLAUME pour prendre les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etablissement.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Michel WILLAUME, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : La présente délégation prend effet à compter du 5 novembre 2007.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Monsieur Michel WILLAUME
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSET

Décision n° 692/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière, responsable du service des relations avec les usagers, des maisons de retraite et du standard

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 92/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'administration hospitalière, responsable du service des relations avec les

usagers, des Maisons de Retraite et du standard, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'administration hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et de la fonction du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Madame Yvette DELICOURT,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSET

Décision n° 693/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 93/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, responsable à la direction des ressources humaines, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- comptes du Titre I.

Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

Art. 4 : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 6 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 7 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Madame Nelly JACQUOT,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSET

Décision n° 694/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Antoinette KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 94/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Madame Antoinette KOCHER,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 695/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 96/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services économiques, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants.

Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1 ; 602.2 (sauf le 602.282)

Titre 3 : tous les comptes

Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

Art. 4 : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Madame Julie KOCHER,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 696/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, responsable du service qualité et de la gestion des risques

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 95/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, responsable du service qualité et de la gestion des risques, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et de la fonction du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Monsieur Madgide BENBACHIR,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 697/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier, responsable du pôle médico-technique

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 97/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS, Pharmacien Praticien Hospitalier, Responsable du pôle médico-technique, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- compte 602.1,

- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés.

Art. 4 : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 5 : La présente délégation prend effet à compter du 5 novembre 2007.

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Monsieur Pierre WOURMS,
Dossier individuel de l'intéressé,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 698/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à monsieur François BONNEAUX, pharmacien

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu le décret 94/392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 98/2006 du 1^{er} mars 2006 est annulée.

Art. 2 : En l'absence de Monsieur Pierre WOURMS, délégation est donnée à Monsieur François BONNEAUX, Pharmacien, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- compte 602.1,

- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés et à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : La présente délégation prend effet à compter du 5 novembre 2007.

Art. 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Monsieur François BONNEAUX,
Dossier individuel de l'intéressé,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 699/2007 du 5 novembre 2007 portant délégation de signature à mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L714.12 ;

Vu le décret n° 92/783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation permanente est donnée à Mademoiselle Valérie DIDIER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 2 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et des fonctions du signataire.

Cette décision prendra effet à compter du 5 novembre 2007.

Elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

Art. 3 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
Mademoiselle Valérie DIDIER,
Dossier individuel de l'intéressée,
Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 novembre 2007

Le directeur par intérim,
Y. BOUYSSSET

Centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Décision n° 054/07 du 16 novembre 2007 accordant délégation de signature à Madame Nadine VAUTRIN, directeur adjoint chargé de la direction des usagers, de la qualité et de la communication

Le directeur

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2007 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Nadine VAUTRIN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 039/07 du 11 juin 2007 est annulée.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Madame Anne-Karine POLLASTRO, Assistante du Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Qualité.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Art. 6 : La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 16 novembre 2007

Le directeur,
Y. BOUYSSSET

Décision n° 055/07 du 16 novembre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Charles NICLOT, attaché d'administration hospitalière

Le directeur

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU les dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales,

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2007,

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Charles NICLOT, Attaché d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives qu'il réalise toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 2 : La signature de l'agent est annexée à la présente décision. Elle doit être précédée de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographiés du signataire doit suivre la signature manuscrite.

Art. 3 : La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 16 novembre 2007

Le directeur,
Y. BOUYSSSET

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Communiqué concernant un arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 de déclaration d'utilité publique

Arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 déclarant d'utilité publique :

a) la dérivation des eaux par captage de la source de la Grand Saulx, situé sur le territoire communal d'Allamps et appartenant à la commune de Barisey-la-Côte

b) l'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau et portant autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairies de Barisey-la-Côte et Allamps.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service environnement - eau

Avis annuel du 15 novembre 2007 fixant les périodes d'ouverture de la pêche en eau douce en 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

La pêche est autorisée dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, durant les périodes d'ouverture générale ci-après :

- Eaux de première catégorie : du 08 mars au 21 septembre 2008

- Eaux de deuxième catégorie : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est autorisée durant les temps d'ouverture ci-après :

Espèces	Eaux de 1 ^{re} catégorie	Eaux de 2 ^e catégorie
Traite arc-en-ciel	du 08 mars au 21 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Saumon de fontaine	du 08 mars au 21 septembre	du 08 mars au 21 septembre
Traite fario	du 08 mars au 21 septembre	du 08 mars au 21 septembre
Ombre commun	du 17 mai au 21 septembre	du 17 mai au 31 décembre
Brochet	du 08 mars au 21 septembre	du 1 ^{er} janvier au 27 janvier
Sandre	du 08 mars au 21 septembre	et du 10 mai au 31 décembre
Ecrevisses à pattes rouges, à pattes grêles, à pattes blanches, et des torrents	du 26 juillet au 04 août	du 26 juillet au 04 août
Grenouilles vertes et rousses	du 15 avril au 21 septembre	du 15 avril au 05 octobre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 08 mars au 21 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe de nuit est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

NOTA :

- le nombre de prises de salmonidés est limité à 6 par pêcheur et par jour.

- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à 0,23 m sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à 0,20 m.

- la taille minimale de l'ombre est fixée à 0,30 m.

- la taille minimale du brochet est fixée à 0,50 m dans les eaux de la 2^e catégorie.

- la taille minimale du sandre est fixée à 0,40 m dans les eaux de la 2^e catégorie.

Grenouilles : La mutilation, la naturalisation, le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et de la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L 411-1 à 4 et R.*411-1 à 5 du code de l'environnement et l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 modifié par l'arrêté ministériel du 19 février 2007 pris pour l'application du Livre IV, Titre 1^{er}

(protection de la faune et de la flore) du même code. La destruction ou l'enlèvement d'œufs, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 274 du 28 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Varangéville

Par arrêté préfectoral n° 274 en date du 28 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement ligne 20 KV Monsieur SACQUARD, 5 village des Tilleuls, sur la commune de Varangéville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 2790 du 28 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Xousse

Par arrêté préfectoral n° 2790 en date du 28 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste CH Village DD 21, sur la commune de Xousse.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3264 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Pont-à-Mousson

Par arrêté préfectoral n° 3264 en date du 21 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la mise en souterrain de la ligne HTA lot. « les terrasses des Prémontrés » et « le haut de la Treiche », sur la commune de Pont-à-Mousson.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7745 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Azélot

Par arrêté préfectoral n° 7745 en date du 21 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement réseau électrique basse tension lotissement Croisette + route St Nicolas, sur la commune d'Azélot.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8209 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Villey-le-Sec

Par arrêté préfectoral n° 8209 en date du 21 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT maison de M. GARNIER 45 passage à niveau, chemin du Radelot, sur la commune de Villey-le-Sec.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11215 du 21 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bénaménil et Manonviller

Par arrêté préfectoral n° 11215 en date du 21 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TB « forage et déchetterie » + TJ « station d'épuration » lieu-dit « sous la route », sur les communes de Bénaménil et Manonviller.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14305 du 9 novembre 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Brehain-la-Ville

Par arrêté préfectoral n° 14305 en date du 9 novembre 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de JMJ raccordement électrique lotissement "le clos de Brêtrise" 18 lots RD 27 proche chemin de Brêtrise sur la commune de Brehain-la-Ville.

AUTRES SERVICES

Hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Avis de vacance de postes du 27 novembre 2007 dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2^{ème} classe

En application du Décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 modifiant le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, chapitre 2, article 5, sont à pourvoir :

2 postes d'adjoints administratifs hospitaliers 2^{ème} classe à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

I – MODALITES DE CANDIDATURE

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature

II – MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

- Examen des dossiers de candidature transmis par une Commission
- Après sélection par la Commission, audition publique des candidats préalablement retenus

III – DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature constitués de :

- Une lettre de candidature
 - Un curriculum vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- seront adressés par lettre recommandée avec accusé de réception à :

HLI POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Ils pourront être également valablement déposés au bureau des ressources humaines de l'établissement contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis

